

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

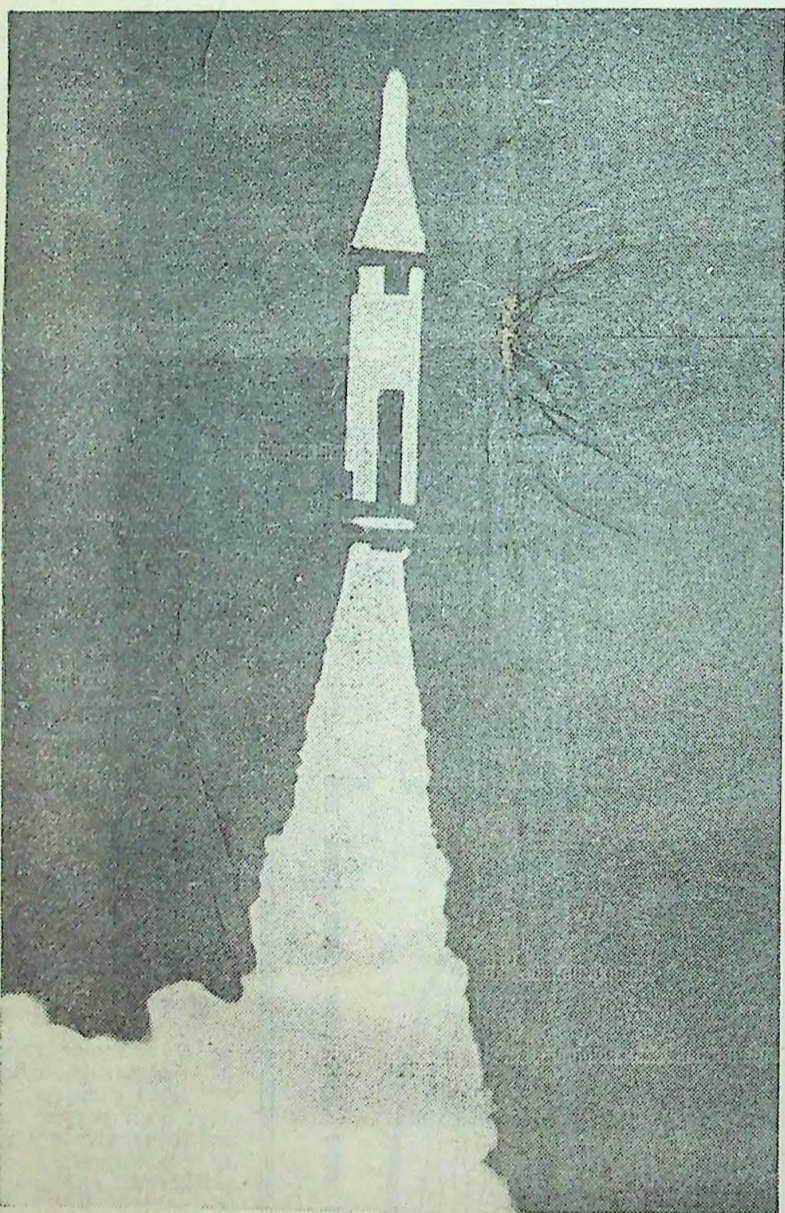
UNIFIÉ

PRIX: 0,60 F

N° 131 - 12 Janvier 1963

Le droit de grève menacé

Plutôt NON que OUI
répond de Gaulle à Kennedy



(Ag p)

Après la conférence des Bahamas, les Etats-Unis ont fait au gouvernement français la même offre qu'aux Anglais. La réponse de de Gaulle n'est pas officiellement connue. Mais on la devine : il veut sa force de frappe à lui tout seul, fût-elle aussi vaine que coûteuse.

Après la RATP et Air France le gouvernement a réquisitionné les agents des lycées. Ainsi éclate le bluff de la politique sociale de la

nouvelle
majorité
UNR-UDT

CINEMA :

Un film de montage sur la période vichyste

" LA MÉMOIRE COURTE "

(Page 12)

(Page 10)

La retraite à 60 ans

UN PROBLEME TROP SOUVENT IGNORE

● Pour une allocation spéciale de chômage lors d'un transfert d'usine

(Page 10)

Un très mauvais palliatif contre le chômage

(Page 11)

La vente à Toulouse

ELECTIONS à la Mutuelle du 19 décembre (sur simple carte d'étudiant) : Liste U.N.E.F., 2.060 voix ; liste F.N.E.F., 1.057 v.

Dans les facultés où étaient installés des bureaux de vote pour les élections syndicales : l'A.G.E.T. annonce 2.090 v., la F.N.E.F. annonce 2.700 v.

Où sont passées les 1.700 voix qui manquent à la F.N.E.F. lorsque la confrontation est portée sur le même terrain ?

Folklore ou tromperie ? ...Evidemment nous attendons la réponse de la F.N.E.F...

Un ministre peu informé

M. GISCARD D'ESTAING a déclaré récemment à des journalistes qu'il n'était pas hostile, a priori, au principe d'un emprunt destiné à financer la future seconde chaîne de télévision, mais qu'il voulait, au préalable, savoir l'emploi qui avait été fait du produit de l'augmentation des taxes radiophoniques. Car cette augmentation avait été acceptée uniquement pour contribuer au financement de la seconde chaîne.

Lorsqu'on sait que l'un des ministres de tutelle de la R.T.F. est précisément le ministre des Finances, lorsqu'on sait que la gestion de l'établissement R.T.F. est soumise au contrôle a priori d'un contrôleur des Finances (ne doit-on pas fournir, au moment du budget, un projet de tous les déplacements envisagés au cours de l'année, y compris ceux qui seront imposés par l'actualité !), on imagine mal que M. Giscard d'Estaing en soit arrivé à se demander ce qu'on a bien pu faire de cet argent qu'il subtilise à la R.T.F. pour le lui rendre ensuite parcimonieusement.

Alors, à quoi sert le contrôleur financier ? C'est, en fait, une question que l'on se pose à la radio. A moins que l'on juge l'administration trop peu emm... et qu'il apparaisse nécessaire de renforcer la paralysie de l'exploitation... Quoi qu'il en soit, on pourrait conseiller au ministre des Finances de se renseigner sur les substantiels revenus de certains producteurs et réalisateurs pour qui la R.T.F. est une très grasse vache à lait.

Une question insolite

Le directeur général de la R.T.F. a tenu une conférence de presse où il a exprimé toute la satisfaction qu'il ressent de l'œuvre collective à laquelle il préside. Qu'il préside assez peu d'ailleurs, puisque le pauvre M. Bordaz est soumis à deux tutelles principales : les Finances et l'Information ; en fait, le gouvernement, hydre à deux têtes.

Tous les représentants de la grande presse se trouvaient présents avenue de Friedland. M. Bordaz, homme fort courtois, s'attendait à devoir répondre à certaines questions posées par nos confrères de la presse. Par exemple, la question qu'il craignait le plus était la suivante : « Pourquoi avez-vous supprimé des programmes l'émission sur le sujet du livre de Fabre-Luce : Six milliards d'insectes ? » qui traite de la population mondiale et du contrôle des naissances.

Cette émission sur « la démographie » n'a aucun rapport avec le sujet de son autre livre, Haute Cour, saisi récemment sur ordre du gouvernement. C'est pourquoi on pouvait décemment penser qu'il se trouverait, entre les journalistes de

l'Aurore, du Figaro, de l'Humanité, de Libération ou du Canard enchaîné un confrère qui tenterait de sauver la liberté d'expression à la R.T.F. et s'élèverait ainsi contre l'arbitraire gouvernemental.

Las ! il n'en fut rien. Et le souriant M. Bordaz, directeur général de la R.T.F., en fut quitte pour ses craintes vaines. Dommage que T.S. n'ait pas été invitée.

Faute de temps

GENERALEMENT, l'objecteur de conscience italien se voit condamner à une peine de prison, sans publicité, laquelle peine est répétée, au besoin, deux ou trois fois. Généralement, après la troisième condamnation, l'objecteur est libéré « pour raison de santé ». Avec une exemplaire discrétion.

Jusqu'ici, les objecteurs italiens étaient témoins de Jéhovah ou membres d'autres confessions hérétiques. Celui qui vient d'être jugé à Florence, Giuseppe Gozzini, est un militant catholique. Il a refusé d'endosser l'habit militaire, en justifiant ses raisons par une lettre, dans laquelle il citait notamment Jean XXIII. Quelques-uns des prêtres, avec lesquels il militait, ont témoigné pour lui, ainsi que le rapporte l'Espresso, du 30 décembre 1962.

Le procès a tourné court, dès la première séance. La défense avait signalé un vice de procédure. Le jugement a été reporté. L'affaire soulevée en Italie une certaine émotion. Le projet en faveur de la réglementation de l'objection de conscience serait soumis à nouveau à la Chambre. C'est ce projet qui, présenté par Lelio Basso et tous les députés socialistes, n'avait pu être examiné. « Faute de temps. »

La clé de voûte

Il est maintenant reconnu que la peine de mort est l'expression d'un défaitisme social. La société se doit de protéger l'homme et non de le détruire. Sa clé de voûte ne doit pas être la peine de mort, mais la moralité de ses

lois », écrit à chacun des parlementaires, Georgie Viennet.

On sait que Georgie Viennet a pris l'initiative d'obtenir du gouvernement l'abolition de la peine de mort pour sauver Carryl Chessman. Une « Association française contre la peine de mort » s'est constituée.

Depuis, les idées ont évolué. Le ministre de la Justice envisageait, l'autre jour, de supprimer la peine de mort.

Un meeting de l'Association réunira adhérents et sympathisants à la Mutualité, le 8 février.

Rappelons que l'« Association contre la peine de mort » s'était jointe à la manifestation organisée par Louis Lecoin pour obtenir la libération des objecteurs de conscience emprisonnés.

Qu'en disent-elles ?

PREMIERE de Sacha à l'Olympia... Au milieu d'un parterre environné et rayonnant d'une chaude sympathie, Mylène Demongeot déclare à la presse : « C'est très bien, le choix des chansons est admirable », en toute simplicité... Troisième soirée du même. Tout en haut du balcon, une demoiselle, adorable mais parfaitement anonyme, déclare à sa voisine : « Il a pris un coup de vieux, et qu'est-ce qu'il a grossi ! Si on avait su on serait allé voir Marcel Amont... »

Les noces de l'U.D.T.

EXTRAIT de Notre République, hebdomadaire de l'U.D.T., en son numéro 66 du 24-12-62, sous le titre de l'éditorial « Fusion » : « La fusion avec l'U.N.R. est bénéfique pour chacun d'entre nous. Elle arrache l'U.D.T. à la tentation d'être le P.S.U. du gaullisme. Elle libère l'U.N.R. d'un certain complexe de nature à freiner ses initiatives et à nuire à son rayonnement. »

Un « P.S.U. » est donc un parti qui se fonde en marge d'un autre parti, mais sur une position « plus à gauche », en déclarant qu'il poursuit le même but que

son parti mère. Autrement dit : un « P.S.U. » est un petit parti d'hommes qui se détache d'un plus grand parti parce qu'il en désapprouve les méthodes et non les buts.

La fusion de l'U.D.T. avec l'U.N.R. signifie alors que la scission était née d'un doute de l'U.D.T. sur la réussite du parti mère : l'U.N.R. En somme, l'U.D.T. rassemblait les gens prudents. Ceux qui désiraient passer à gauche, si l'U.N.R. perdait à droite. L'U.N.R. a vaincu la droite. L'U.D.T. épouse l'U.N.R.

Les hommes compétents

LES économistes opposent volontiers à la planification démocratique progressiste, l'économie de consommation néo-capitaliste. Le néo-capitalisme déclare que tous sont égaux devant l'achat des moyens du confort. Le progressiste constate que tous sont inégaux devant le pouvoir de les acquérir.

« Citoyen 60 » analyse dans l'article de Robert Jacques, paru dans son numéro de décembre, les données implicites de la thèse néo-capitaliste. En effet, le néo-capitaliste ne pense pas : il agit. Le progressiste, par opposition, pense, mais n'agit pas : les moyens lui en manquent.

Le néo-capitaliste déclare donc qu'il faut, aujourd'hui, des « hommes compétents » au pouvoir. Par opposition aux « hommes politiques » d'autrefois. Quels sont ces hommes ? Les dirigeants de l'économie néo-capitaliste.

Comment dirigent-ils, puisqu'ils détiennent le pouvoir ? Au jour le jour. L'avenir est imprévisible. Le plan est inutile. Le bilan remplace le plan. Le dernier jour de l'année représente l'avenir mesurable de toute l'année qui vient de s'écouler.

Alors, dans quelle direction s'orientent leurs actions de tous les jours ? Vers l'accroissement de la moyenne de vie de toute l'humanité : par exemple, en développant les pays sous-développés. Et cela, même si dans leur propre entreprise, dans leurs usines survivent des milliers d'employés et d'ouvriers à des conditions de travail et d'existence trop négligées.

Quel est, à l'Assemblée, le

parti des « hommes compétents » ? Quel est le parti de ceux qui admirent d'être gouvernés par un homme qui ne leur dit pas ce qu'il fera le lendemain ? C'est l'U.N.R. Il y a, dans l'U.N.R., un tel respect du commerce et de l'industrie que deux à trois cents hommes qui ne supporteraient pas dans leurs affaires d'être menés par le bout du nez par un autre qu'eux - mêmes, acceptent d'être réduits pendant cinq ans au sort de leurs propres employés, sous peine d'être congédiés sans plus de cérémonie par un homme qui les méprise.

Les condamnés à mort de Nador

Le sort des trois bahaïstes, condamnés à mort pour hérésie, n'est pas encore fixé. Mais la situation semble s'éclaircir. A la suite du remaniement ministériel marocain, Allal El Fassi, ministre des Affaires islamiques, qui voulait la tête des hérétiques, a été remplacé, et Ahmed Reda Guedira, partisan de l'indulgence, accède au ministère de l'Intérieur.

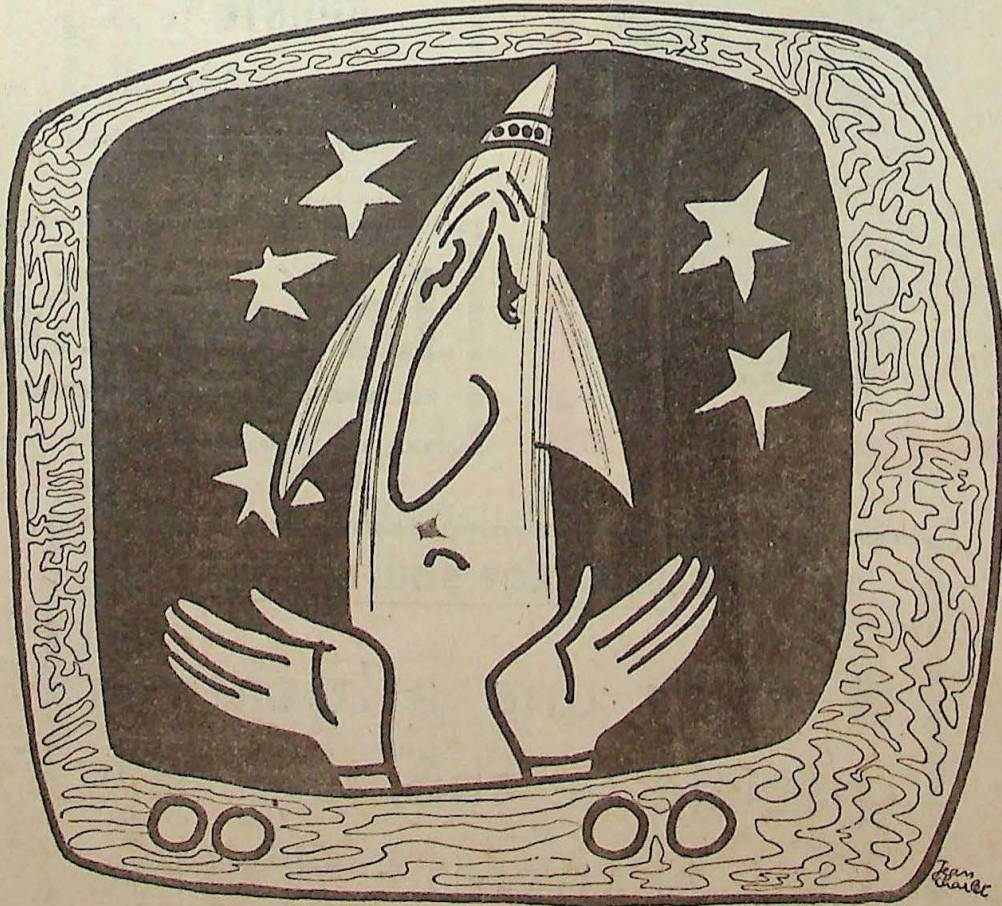
A la lumière de ces événements, il apparaît qu'Allal El Fassi, qui est aussi le leader de l'Istiqlal, s'est servi de l'affaire de Nador pour une opération politique. Accusant les bahaïstes de vouloir détruire la « Kaaba », la pierre noire des Lieux Saints, il a gonflé l'affaire pour s'appuyer sur les masses rurales les plus rétrogrades. La démagogie et le bûcher font bon ménage.

Il y a trois ans, Albert Camus...

A peine âgé de quarante ans, Albert Camus est mort, mais son œuvre ne cesse d'élargir son audience. Dans la confusion de l'époque, il a voulu préserver les valeurs de l'humanisme : rôle périlleux qu'il a assumé avec sérieux, parfois avec réserve.

La passion politique fait oublier à certains qu'Albert Camus est aussi l'homme de théâtre, le romancier qui a proposé un style de vie à ses contemporains : sa conception de l'absurde ne débouchait pas sur l'indifférence ou le désespoir, mais sur l'urgence de vivre et d'épuiser les joies.

LE DESSIN DE JEAN CHARLET



« LEURS FUSEES, J'EN AI PLEIN LA TETE... »

LE BILLET DE JEAN BINOT

L'homme de peine et ses ancêtres

Le balayeur municipal de Southend devenu par la mort d'un parent éloigné le neuvième comte de Buckingham, voilà qui devrait enseigner à la gentry de là-bas comme aussi à la nôtre une certaine prudence et quelque modestie.

Car enfin le nouveau comte et pair, lorsqu'il prendra séance à la Chambre des lords, y fera, sous la perruque, aussi bonne figure, je veux dire figure non plus vilaine qu'aucun autre...

Et même, paraphrasant avant lui Beaumarchais que sans doute il ignore, il vérifiera, aux qualités exigées d'un balayeur municipal, qu'il n'aperçoit pas tellement de nobles lords en état de tenir un si modeste emploi... Alors que la réciproque...

En avant pour les 4 semaines de congés payés et le retour à la semaine de 40 heures

LA réduction de la durée du travail est-elle possible ? On aurait pu poser, il y a quelques années, cette question. Elle est aujourd'hui dépassée : une telle réduction n'est pas seulement possible, mais nécessaire. Elle constitue un impératif social et économique de la plus haute importance. Aussi peut-on prévoir que les accords Renault seront heureusement contagieux, dans l'industrie automobile, dans la métallurgie, dans toutes les entreprises. L'extension à quatre semaines des congés payés, le retour effectif aux quarante heures doivent être assurés soit par la loi, soit par les conventions collectives, soit par l'une et les autres.

Le bon sens, autant que la justice sociale, l'exigent. Les voix les plus officielles prônent à l'envi l'accroissement conjoint de la production, de la productivité et du revenu national. Qui en profite ?

Nous ne faisons pas nôtre la théorie de la paupérisation absolue à l'heure actuelle : c'est un de nos points de divergence avec la direction du parti communiste et ses théoriciens dogmatiques.

Nous sommes persuadés que nous portons des coups plus rudes au régime capitaliste en le dépeignant tel qu'il est et non pas tel qu'il était au moment où Marx a écrit son manifeste. Ce que nous constatons aujourd'hui c'est la paupérisation relative des salariés, sur laquelle nous étayons nos réquisitoires. Il est évident qu'à mesure que se développent les techniques de production, la quantité de biens créés par chaque travailleur s'accroît. Si ce dernier dispose d'un nombre d'objets plus grand que ses parents et que ses grands-parents et jouit d'un niveau de vie plus élevé qu'eux, il ne bénéficie que d'une fraction plus réduite des richesses qu'il a créées. C'est la moindre des choses qu'il récupère sous la forme d'une diminution de la durée du travail une partie des profits indûment prélevés par les détenteurs des grands moyens de production et d'échange : retour aux 40 heures, diminution de l'âge de la retraite, accroissement de l'âge de la scolarité obligatoire et de la durée des congés payés. Qu'on le veuille ou non, ces problèmes seront d'autant plus à l'ordre du

jour que le plein emploi repose sur des bases précaires et que, par centaines de milliers, des hommes et des femmes vont se présenter sur le marché du travail : jeunes nés dans les années d'après guerre, réfugiés d'Afrique du Nord, agriculteurs victimes du progrès technique nécessitant moins de bras, salariés des industries marginales, etc.

Tout cela va nécessiter des investissements massifs, des crédits pour la formation professionnelle, accélérée ou non, de jeunes et d'adultes, des logements, etc. Dès maintenant, il faut en outre songer à des débouchés et, par conséquent, répartir les emplois entre tous les candidats.

Le problème n'est pas seulement français. Les organisations patronales, qui ont vu d'un mauvais œil la conclusion des accords Renault, combattent leur extension, en ce qui concerne les quatre semaines de congés payés et le retour progressif aux 40 heures, par l'argument de la concurrence internationale et notamment du Marché commun. Les ouvriers et les employés doivent s'organiser par-delà les frontières pour obtenir le nivellement par le haut et non par le bas de leurs conditions de travail ; de même qu'en France, l'égalité entre la fonction publique où les quatre semaines de congés payés sont la règle et l'industrie privée doit être assurée par la généralisation des quatre semaines de vacances. Les trusts nous donnent l'exemple des ententes internationales. Le vieux mot d'ordre : « Proletaires de tous les pays, unissez-vous », est plus actuel que jamais.

Ajouterai-je que le syndicalisme pourra, dans les années qui vont venir, passer du stade de l'unité d'action à celui de l'unité organique ? Ce n'est pas un rêve : deux expériences — incomplètes d'ailleurs, puisqu'elles ne concernent pas la C.F.T.C. — ont été, hélas ! suivies de ruptures pour des raisons de politique internationale. Il faudra agir avec prudence, exiger la démocratie à tous les échelons, accorder à toutes les tendances du mouvement ouvrier les garanties qu'elles ont non seulement le droit, mais le devoir d'exiger. L'unité est déjà réalisée au sein des syndicats enseignants. Le P.S.U.

est d'autre part le seul parti politique dont les adhérents appartiennent à toutes les centrales syndicales.

Aussi la Fédération de l'Education nationale et le P.S.U. doivent-ils jouer un rôle essentiel dans la construction de l'unité syndicale.

L'action pour les quatre semaines de congés payés et les 40 heures servira de ciment à cette unification, qui se fera contre le régime et toutes ses tentatives de séduction et d'intégration.

Edouard Depreux.

Communiqué

Le Bureau National du P.S.U. a pris connaissance avec le plus grand intérêt du nouvel accord intervenu entre l'ensemble des syndicats représentant les travailleurs de la Régie Renault et la direction de cette entreprise.

De nouveaux avantages sont conquis par les travailleurs notamment la quatrième semaine de congés payés et ce premier pas sera, dans d'autres usines d'abord, puis dans tout le pays, un exemple.

Grâce à l'action des travailleurs de la Régie Renault et à la conclusion de cette action, la quatrième semaine est désormais partout à l'ordre du jour des revendications.

Mais, contraint, dans le cadre de pareils contrats, à la fois de satisfaire les revendications profondes des travailleurs et de reconnaître leurs organisations dans l'entreprise, le Patronat ne se résigne pas à cette situation nouvelle.

Il cherche à revenir en arrière ; il refuse la discussion avec les syndicats de tous les problèmes intéressant les travailleurs dans l'entreprise, ceux concernant les salaires, la durée et l'organisation du travail, des œuvres sociales, etc.

C'est pourquoi, au moment où est signé le contrat Renault, d'autres sont dénoncés, notamment celui qui existait chez Neyrpic de Grenoble.

Les travailleurs, dans les prochains mois, lutteront donc à la fois pour étendre les avantages acquis et pour les consolider en les plaçant chaque jour davantage sous la garantie des organisations syndicales dans l'entreprise.

4 janvier 1963.

LE DÉVELOPPEMENT DU CONFLIT MOSCOU-PÉKIN ET L'ÉVOLUTION DES P. C. EUROPÉENS

S'AGIT-IL d'un nouveau pas vers une rupture officielle et définitive ? Ou s'agit-il simplement d'une dernière passe d'armes avant une négociation pour trouver un compromis ?

Il faudrait être bien léger pour hasarder le moindre pronostic. Toujours est-il que les polémiques entre Moscou et Pékin deviennent chaque jour plus vives et qu'elles s'étalent de plus en plus ouvertement.

Un long éditorial de la Pravda (il occupe entièrement deux pages de l'Humanité) vient de répondre à un article publié le 31 décembre par le journal chinois Le Quotidien de Payte. Cette fois encore chacun des deux antagonistes fait du tir indirect : les Chinois s'en prennent uniquement à Togliatti et aux propos qu'il avait tenus lors du congrès du

P.C. italien. La Pravda continue à attaquer surtout les Albanais. Mais il semble tout de même que ceux-ci sont bien près d'avoir terminé leur rôle ingrat de victime préposée à recevoir les balles destinées à une autre cible. Les allusions sont trop précises pour que ce jeu de cache-cache, qui depuis longtemps ne trompe plus personne, puisse être longtemps poursuivi.

Le principal intérêt du dernier article de la Pravda réside justement dans la netteté avec laquelle sont reprises et rassemblées en une vaste synthèse des critiques qui, pour la plupart, avaient été déjà formulées.

Au centre de la controverse se trouvent les problèmes internationaux. Moscou cherche à prendre de plus en plus figure de conciliateur qui s'oppose aux « va-t-en-guerre » irresponsables. Et la Pravda s'attache à montrer que cette attitude est tout le contraire de la faiblesse et de la peur et qu'elle procède au contraire d'une saine confiance en soi :

« En jouant cyniquement avec les vies humaines, certaines personnes (sic) se permettent d'attaquer ceux qui défendent la vie de millions d'hommes en accusant ces combattants de lâcheté et de mollesse. Mais les communistes, et encore plus les communistes hommes d'Etat, ne peuvent ressembler à ces écrivassiers irresponsables. »

On trouve également dans la Pravda

une allusion au différend sino-indien. Il est recommandé de « renforcer l'union de combat entre pays socialistes et jeunes Etats nationaux, de résoudre avec patience et par la voie des pourparlers les différends qui surgissent, et ne se permettre aucune action qui pourrait saper les fonctions des forces progressistes dans ces pays pour affaiblir l'amitié entre les Etats libérés et les pays du socialisme ». Autrement dit, les Chinois sont accusés d'avoir risqué, par leur opération militaire de l'Himalaya, d'éloigner du bloc communiste la plupart des pays de l'Asie.

Pour l'instant, chacun des deux antagonistes se pose en champion de la fidélité au léninisme et prétend préparer les meilleurs moyens de sauvegarder l'unité et « les intérêts supérieurs du mouvement communiste international ».

Cette controverse et surtout le fait que, depuis quelques semaines, le ton n'a cessé de monter de part et d'autre présente évidemment un intérêt primordial par rapport à la situation internationale et à la tension Est-Ouest. Mais elle concerne aussi l'évolution d'un grand nombre de partis communistes, en particulier ceux de l'Europe occidentale. Et, par là-même, on retrouve des problèmes touchant directement l'ensemble du mouvement ouvrier dans cette partie du monde.

Le P.C. français a décidé de

parti pour Khrouchtchev. L'Humanité a publié le texte de la Pravda intégralement avec des intertitres éloquentes.

Mais on peut se demander si, par-delà ce clivage entre partisans des Russes et partisans des Chinois, la controverse n'aura pas d'autres conséquences qu'une modification des données de la situation internationale. C'est le problème que pose en ces termes Pietro Nenni dans un éditorial publié dimanche dernier, peu avant que ne fût connu l'article de la Pravda :

« J'ai, pour ma part, l'impression que dans cette polémique les deux parties seront entraînées très loin de leurs positions de départ et que les « révisionnistes modernes » (c'est l'accusation des Chinois contre K.) devront se reconnaître comme tels et accepter les conséquences de ce révisionnisme qu'ils nient et réalisent à la fois. »

Il faudra à coup sûr assez longtemps pour savoir si les événements confirment ou infirment la prévision de Pietro Nenni. Mais nous saurons au moins à brève échéance si le conflit sino-russe se développe ou s'apaise. Le prochain congrès du parti communiste de l'Allemagne de l'Est, où Khrouchtchev sera présent, à la fin du mois, pourrait bien nous apporter de nouveaux éléments d'information.

P. L.

Erratum

Une coquille a déformé une phrase de l'éditorial de Gilles Martinet dans notre précédent numéro.

On lisait, en effet : « C'est là un des esprits fondamentaux de la stratégie de Front socialiste dont les communistes soulignent plus que jamais la justesse. »

Il fallait lire en réalité : « C'est là un des aspects fondamentaux de la stratégie de Front socialiste dont les événements soulignent plus que jamais la justesse. »

Les travailleurs sont menacés soit de chômage, soit de hausse des prix

PLUS que jamais, en ce début d'année, la conjoncture économique requiert de nous un examen attentif et précis : les motifs de crainte y dépassent certes ceux d'espérance, mais il n'est pas encore assuré que le balancier penchera inéluctablement vers le pire.

Sans doute le pouvoir gaulliste ne souligne-t-il que les aspects qui lui sont favorables ; mais ce n'est pas une raison pour que ses adversaires fassent semblant de ne voir que les dangers. Les uns et les autres risqueraient en effet d'être démentis par la réalité, les gaullistes pour avoir promis la lune, leurs adversaires pour avoir prophétisé des catastrophes, qui ne se produiront peut-être pas.

La lucidité exige cette fois encore de bien examiner les deux visages de la réalité économique de ce début 1963. Du côté des craintes, on doit noter trois faits : le chômage accru, qui risque d'ailleurs de s'aggraver, le ralentissement des investissements ; l'inflation qui s'accélère. Mais il faut aussi tenir compte d'éléments en partie compensateurs, ce que nous ferons ici.

60 p. 100 de chômeurs de plus qu'il y a un an...

Le plus inquiétant des dangers actuels est le chômage, accru par les rapatriements d'Algérie. Sur plus de 12 millions de salariés et de fonctionnaires, les dernières statistiques du ministère du Travail recensaient 175.300 demandeurs d'emploi (soit 1,5 % du total). Comme il s'agit presque exclusivement de travailleurs cherchant à s'embaucher ailleurs que dans la fonction publique, cela représente un chômage effectif de 13 % environ des salariés de l'industrie, du commerce et de l'agriculture.

Cela peut paraître faible. Mais c'est déjà 60 % de plus que l'année précédente à pareille époque. Ce gonflement s'explique par les rapatriements d'Algérie qui créent, à côté des anciennes « poches » géographiques de chômage (Ouest, Sud-Ouest, Centre), des « nappes » de chômeurs insuffisamment qualifiés (ou de qualification ne répondant pas aux emplois offerts ; par exemple : excès d'anciens salariés du commerce ou des secteurs tertiaires).

Cette situation risque de s'aggraver, pour trois raisons :

1) Une partie des rapatriés d'Algérie, qui n'ont pas d'emploi, ne se sont pas encore fait connaître aux bureaux de chômage, vivant actuellement des subsides de l'Etat. Combien sont-ils qui vont venir grossir cette année les rangs des chômeurs connus ? 50.000, 100.000 ? Nul ne le sait au juste.

...et cela risque de s'aggraver

2) L'arrêt de la guerre d'Algérie a déjà permis le retour à la vie active, par réduction du service militaire, de plus de 100.000 jeunes soldats ; les libérations vont continuer, pour dépasser au total 200.000 hommes. Ceux qui reviennent à la terre ne sont pas tous sûrs de retrouver du travail, l'exode rural continuant. Ceux qui reviennent en ville ne peuvent pas toujours reprendre l'emploi que la loi leur garantit. Quand ils le peuvent, c'est évidemment au détriment des nouveaux arrivants sur le marché du travail, en quête d'emploi eux aussi.

3) Or, les jeunes à la recherche d'un travail sont de plus en plus nombreux à la porte des usines ; ayant de 15 à 18 ans, ils appartiennent aux fortes générations d'après guerre, dont les effectifs vont maintenant aller croissant en direction de l'industrie et du tertiaire. Ils vont s'y rencontrer avec les jeunes ruraux, chassés des terres par la mécanisation du travail rural, et les travailleurs algériens, que le chômage en Algérie oblige à venir chercher du travail ici.

L'économie française pourra-t-elle donner du travail à tous ? Assurément non. Mais le nombre des chômeurs, laissés pour compte par le capitalisme français, dépendra finalement du rythme d'expansion que connaîtra l'économie de notre pays cette année.

Si la croissance nationale atteint et même dépasse 6 % dans l'année (soit 8 % pour l'industrie, l'agriculture et les « services » progressant moins vite), le nombre des chômeurs restera limité, voisin sans doute de l'actuel. Si, au contraire, l'expansion se ralentit — comme beaucoup le craignent — le chômage deviendra vite massif, à l'image de ce qui se passe en Angleterre.

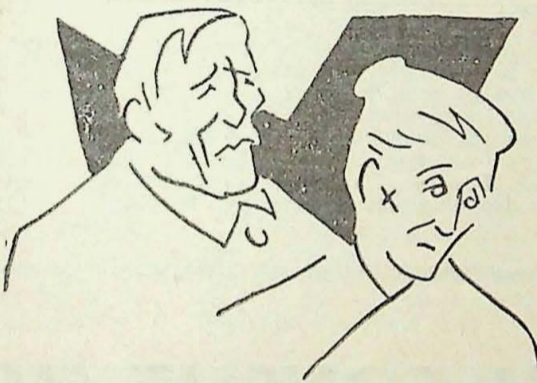
Ralentissement des investissements

Or, le rythme d'expansion dépend à la fois de la reprise des investissements et de l'essor du commerce extérieur.

Les comptes nationaux ont estimé qu'il fallait, pour atteindre 6 % d'expansion en 1963, que les investissements (dépenses d'équipement) publics augmentent de 11 % par rapport à 1962, et les investissements privés de 6 %. Côté public, l'objectif sera atteint, si l'on se fie au budget voté. Mais du côté privé — qui assure la majorité des investissements français — on ne prévoit actuellement que la stagnation par rapport à 1962.

Pourquoi ? « Bénéfices insuffisants » (sic !) répondent les patrons, que la concurrence au sein du Marché commun empêche plus qu'autrefois de répercuter dans leurs prix de vente les hausses de salaires que leur arrachent les syndicats. « Incertitude quant à l'avenir », répondent d'autres, que les pronostics pessimistes d'experts américains ou européens inquiètent visiblement.

Cette stagnation des investissements privés est actuellement l'une des préoccupations essentielles de Giscard d'Estaing : il va chercher, par des discours optimistes, et par de



nouvelles concessions aux banques et aux spéculateurs en Bourse, à redonner aux industriels privés et l'envie et les moyens financiers d'investir davantage. Rien ne permet actuellement d'assurer qu'il y réussira.

Or, un échec dans ce domaine signifierait, dans des industries d'équipement (qui déjà ne vont pas très bien) une récession par manque de commandes. Cette récession nous ramène au problème du chômage évoqué plus haut ; le capitalisme ne sacrifie en effet jamais ses bénéfices pour éviter le chômage ; il y voit au contraire un excellent moyen de faire peur aux travailleurs, et de « tenir » les salaires, malgré les syndicats.

L'inflation s'accélère

Une insuffisance des exportations aurait le même effet. Mais s'il est probable que le ralentissement des économies américaine, anglaise et allemande en 1963 gênera les progrès des ventes françaises à l'étranger (en y réduisant les débouchés), il n'est pas sûr que cette réduction sera importante. D'ailleurs, elle sera compensée par la reprise des ventes en Algérie, ventes que la folie O.A.S. et les incertitudes d'après Evian avaient considérablement diminuées l'an dernier.

Durant les derniers mois de 1962, par exemple, on a en effet constaté une reprise nette : à la fois 15 % des ventes en plus en Algérie que pendant le reste de l'année, et 10 % d'exportations en plus vers les pays n'appartenant pas à la zone franc.

Le troisième danger n'est donc pas de ce côté, mais de celui de l'inflation. La hausse accélérée des prix (au rythme de 5 % l'an, contre 3 à 4 %

il y a un an) le montre bien. Le Conseil national du Crédit vient d'ailleurs de souligner que le rythme d'émission de la monnaie (sous forme de billets ou de chèques) n'a jamais été si rapide depuis onze ans : 11,7 % d'augmentation en neuf mois (contre 8,6 % en 1961, à pareille époque).

Pourtant, durant les derniers mois de 1962, d'importants remboursements de dettes extérieures ont eu lieu, qui ont réduit d'autant la masse de monnaie disponible ; il a fallu en effet 3 milliards de francs nouveaux au gouvernement pour acheter des dollars qui ont servi à ces remboursements ; cela a réduit d'autant la masse monétaire disponible en francs.

Cette année de tels remboursements ne seront plus possible puisque la dette étrangère aura pratiquement disparu ; les excédents de la balance des paiements, que ne tempèrent plus de tels remboursements, vont donc accroître beaucoup plus fortement qu'auparavant la pression inflationniste, qui joue dans le sens de la hausse des prix.

Les remèdes capitalistes...

Du point de vue patronal, l'inflation, on le sait, n'est pas toujours un mal : les hausses de prix permettent en effet des bénéfices plus substantiels et elles stimulent les investissements (mieux vaut, pour une entreprise, acheter des machines que garder des réserves en francs qui se déprécient). D'une certaine façon, l'inflation — et les hausses de prix — peuvent donc relancer les investissements privés et par là l'expansion ; ce qui réduira le risque de chômage en 1963.

Mais si l'année qui commence peut ainsi voir l'expansion stimulée par l'inflation (ou un essor des exportations supérieur à celui qu'on prévoit), il faut bien comprendre que ce sera au prix d'une nouvelle hausse du coût de la vie, dont feront les frais tous ceux dont les revenus montent habituellement moins vite que les prix dans ces périodes : petits et moyens salariés, vieux et familles de milieu populaire.

Les travailleurs risquent donc de n'éviter le chômage massif que pour tomber dans la hausse accélérée des prix. C'est l'habitude du capitalisme de régler ainsi ces difficultés, de surmonter ses incohérences, sur le dos des salariés : tantôt en les privant de travail (exemple : 1958-1959), tantôt en amputant leur pouvoir d'achat (exemple : l'inflation d'après guerre et 1957-1958).

...et les nôtres

Plus que par le passé, il faudra donc cette année que nous, socialistes, rappelions sans cesse cette vérité autour de nous, dans les usines, les bureaux, les quartiers : si nous sommes et demeurons adversaires irréductibles du capitalisme c'est précisément en raison de l'incapacité de celui-ci de régler ses contradictions autrement qu'en frustrant — d'une façon ou d'une autre — les travailleurs d'une partie importante de leur travail, base de l'enrichissement national.

Notre choix pour la planification socialiste — donc démocratique — et notre refus d'une économie simplement « concertée » entre patrons et grands commis de l'Etat gaulliste, procèdent de cette constatation essentielle sur les limites qui existent à la « rénovation » du capitalisme.

Au XX^e siècle, les travailleurs ne doivent plus avoir à choisir entre le chômage et la hausse des prix ; ils doivent obtenir, grâce au socialisme planificateur, tout à la fois le plein emploi, l'élévation continue de leur niveau de vie et la réduction régulière de la durée de leur travail.

M. Rungis.

Urgent - Fédérations

Nous avons envoyé à chaque fédération un petit questionnaire-résumé. Nous demandons à ceux qui ne nous ont pas renvoyé leur questionnaire de le faire le plus rapidement possible. Merci.

Deux nouvelles Sections dans le Pas-de-Calais

1. A Saint-Omer : Secrétaire, P. Brioul, 31, rue des Chartreux, à Saint-Martin-au-Laërt.

2. A Liévin : Secrétaire, J. Davrin, 52, rue Glück, Liévin. Trésorier, J. Liévin, 33, rue Michelet, Liévin.

La section a réuni 11 membres à l'issue de la première réunion. D'autres suivront. L'essor de la Fédération se poursuit.

COURRIER DU P.S.U.

Une coquille a renversé le sens d'un passage de la note de présentation du texte C (« Courrier du P.S.U. », janvier 63, page 5, colonne 2).

C'est : « nous n'écartons que les exclusives » et non « nous n'écartons pas les exclusives », qu'il fallait lire.

Gilles Martinet à Toulouse

Jeudi 17 janvier, à 21 heures, salle de l'A.B.C., rue Saint-Bernard, GILLES MARTINET développera les principaux thèmes qu'il a exposés dans son livre :

« Le Marxisme de notre temps ».

Avec cette conférence-débat, le Cercle Populaire d'Etudes de Toulouse inaugure son cycle de conférences 1963.

SACHEZ QUE...

Nous signalons que notre camarade René L'hospitalier a ouvert un bureau pour travaux de ronéo, photocopie, courrier, etc. Une remise de 40 p. 100 est consentie aux organisations du parti.

S'adresser 29, rue de Trévisse, Paris (9^e). Tél. LAF 18-87.

La Fédération P.S.U. du Gers se porte bien

« Démocratie 63 », avec un sens de canular que nous ne lui soupçonnions pas, a laissé croire que des militants du Gers, dont Baurens, envisageaient leur retour à la S.F.I.O. !

Il est difficile de torturer davantage la vérité et Baurens, avec la belle vigueur qu'on lui connaît, oppose un démenti cinglant à une telle insinuation !

Deux nouvelles Sections rurales en Corrèze

1. A Bégnat : Secrétaire, G. Verges, C.E.G. à Bégnat.

2. A Sadroc : Secrétaire, Raymond Valade, agriculteur, Labrousse de Sadroc.

Paris : vente dans les kiosques

Nous avons demandé aux sections parisiennes de nous fournir la liste des kiosques ou marchands de journaux où la vente de T.S. s'impose. Une seule réponse nous est parvenue. Nous espérons recevoir, dans les jours qui viennent, toutes les autres, notre demande vous ayant été envoyée depuis près d'un mois.

LE NUMERO 28

COURRIER DU P.S.U.

SUR LA PREPARATION DU CONGRES

VIENT DE PARAITRE

Prix : 1 F

Courrier des lecteurs

Par suite de la publication de la Tribune de Discussion, nous n'avons pu, comme d'ordinaire, publier notre Courrier des lecteurs. Celui-ci paraîtra à nouveau dès le prochain numéro.

la « table ronde ». Que les secrétaires fédéraux qui nous appellent à un effort unitaire, mais qui en exclut au départ de larges secteurs du Parti se prononcent sur cette plate-forme.

L'unité du Parti est en grave péril. Que la masse des militants la place

sous leur vigilance ! Que le deuxième Congrès soit celui de la fusion consolidée pour développer la *politique d'unification socialiste*, notre seule raison d'être !

Roland Florian.
Jean Popereen.

Du contrat d'unité à l'unité du parti

DES développements récents de la controverse qui s'est instaurée en vue de la préparation du Congrès montrent à l'évidence que le débat n'avait rien d'artificiel, mais correspondait à une exigence profonde. Qui s'en étonnerait ? La majorité dite de « Front socialiste » qui s'est dégagée au Congrès de Clichy reposait sur un accord très général. Mais il est hors de doute qu'il reste à définir la doctrine et la stratégie du Parti. Serions-nous les seuls, au moment où la S.F.I.O. amorçe un virage et connaît des tiraillements sérieux, où surtout le mouvement communiste s'interroge sur son avenir (ce qui peut remettre en cause bien des thèses du passé et fait peser à plus ou moins bref délai, le problème de l'unité socialiste sous un jour tout à fait nouveau), au moment où les syndicats vont avoir à se prononcer sur les tentatives d'intégration dont ils vont être l'objet de la part de l'Etat gaulliste, serions-nous les seuls à avoir peur d'une confrontation qui doit aboutir à une clarification des positions et à l'élection — sur des bases saines — de la nouvelle direction du Parti ? Bourdêt, avant les élections, Bridier récemment, ont émis sur ce point des idées très per-

tinentes, sur lesquelles je ne reviens pas.

Je voudrais insister sur une proposition qui me paraît très féconde, celle du *contrat d'unité*, contenue dans le projet de résolution du courant C. Cette plate-forme d'action et l'agitation présente ont un double avantage, tant au point de vue du rayonnement extérieur du Parti qu'à celui de son unité intérieure.

Vers l'extérieur ?

Il est certain que les états-majors des grandes organisations seront réticents, mais il n'est pas possible que cette idée-force d'un système de garanties mutuelles entre les organisations, politiques et syndicales représentatives des couches salariées, de la paysannerie d'exploitation individuelle et de la jeunesse, n'apparaisse pas — si nous la popularisons au maximum, si nous en faisons l'axe de la propagande du Parti — à de nombreux travailleurs comme le seul moyen d'aboutir à une union réelle des forces socialistes, c'est-à-dire, par-delà la conjoncture présente, à préparer la conquête du Pouvoir pour un régime de véritable transition vers le socialisme.

Et sur le plan intérieur du Parti, c'est la possibilité de rassembler dans l'action (comme au moment de la lutte contre la guerre d'Algérie) l'immense majorité des militants, en ne laissant sur la droite que quelques éléments qui sont loin de recouvrir tout le « courant » A, et sur la gauche les seuls maximalistes de la tendance dite « socialiste révolutionnaire ».

Et c'est là en définitive que réside l'explication du rejet du texte proposé par Jean Popereen à la « table ronde ». Certains camarades du courant B, sous prétexte d'efficacité, lancent des exclusives tranchantes contre les camarades des courants A et SR. Comment ne comprennent-ils pas que leur attitude « fige » le Parti et l'empêche de réaliser sa véritable unité ? Tous les courants actuels sont composites — y compris le courant C, je le reconnais — et c'est par une attitude d'auto-défense que des camarades qui devraient rentrer dans l'axe de la majorité « bloquent » sur les textes A et SR. Et cela parce que certains qui nous contestent par ailleurs le droit de préciser nos divergences, pourtant réelles, avec un certain courant néo-révolutionnaire, les écartent a priori.

Ceux-là veulent s'assurer à tout prix une majorité, au besoin en retenant un texte de synthèse au dernier moment. Mais le texte des bureaux fédéraux de Rhône-Isère est venu fort opportunément mettre les points sur les « i » du texte B, et je dis pour ma part qu'un amalgame entre les positions exprimées sur la priorité de notre effort vers les « couches nouvelles » et sur l'hospitalité déclarée au courant unitaire tel qu'il avait été unanimement apprécié par le C.P.N. et les nôtres est rigoureusement inacceptable, à moins de se moquer des militants. Construire une majorité à partir d'une telle synthèse serait un acte malhonnête. Vous voulez un parti ouvert ? Mais ce sont de tels procédés qui rejettent de parfaits militants vers des oppositions stériles, quand ils ne les conduisent pas à quitter le Parti sur la pointe des pieds. Ce sont également ces procédés qui font que nos sections sont des passoires où ne restent pas les nouveaux adhérents.

Le parti-secte c'est celui-là. Nous lui opposons le parti de la libre discussion, du choix entre des courants EN PLEINE EVOLUTION, à partir desquels doit être élu à la proportionnelle le Comité politique national, seul organisme dirigeant du Parti.

A partir de là, mais seulement à ce moment, car c'est l'honnêteté, doit être constituée sur un programme d'action une majorité de gouvernement, qui nommera ses délégués au Bureau national. Et dans ce programme le contrat d'unité doit figurer en priorité, car nous sommes convaincus, autant que quiconque, de la nécessité d'une majorité, mais nous ne posons pas d'exclusive a priori dans la confusion.

Il y a là une démarche politique saine. Et ce n'est qu'un début, ainsi que nous le prouvent les réactions de militants appartenant à des fédérations autrefois monolithiques.

C'est ainsi que se préciseront pour tout le Parti les exigences actuelles de la politique de Front socialiste.

Yves Jouffa.

TRIBUNE DE DISCUSSION

COMME nous l'avions annoncé dans notre précédent numéro, nous consacrons aujourd'hui quatre pages de notre journal aux réflexions que des camarades nous ont adressées sur les motions publiées dans le « Courrier du P.S.U. », en vue du prochain Congrès national.

Celui-ci, rappelons-le à cette occasion, se tiendra à Alfortville, les 25, 26 et 27 janvier.

L'orientation que je voudrais voir confirmer par le P.S.U.

AU prochain congrès, le parti aura à se prononcer sur plusieurs principes qui détermineront son action au cours des années à venir. Je voudrais dire quelques mots sur les trois points qui me semblent les plus importants, je dirais même : décisifs pour l'orientation du parti.

Les deux premiers me paraissent évidents pour tous. Ce sont : notre attitude à l'égard du régime gaulliste et la nécessité de tout faire pour rétablir l'unité ouvrière tant sur le plan syndical que sur le terrain politique.

Le troisième point, par contre, demandera un certain développement. Il s'agit, en effet, du double aspect de la démocratie socialiste : la démocratie politique et la démocratie économique. Une certaine confusion règne à ce sujet dans les partis qui se réclament de la classe ouvrière et du socialisme. Cette confusion constitue, notamment pour le P.S.U., un très sérieux handicap dans la lutte pour la réunification du mouvement ouvrier et pour la réalisation du socialisme.

Le P.S.U. et le régime gaulliste

Nous pouvons avoir des opinions divergentes en ce qui concerne l'origine du gaullisme, la nature sociale du régime gaulliste et même sur sa stabilité ou sa fragilité. Mais nous devons arriver tous à la même conclusion : le gaullisme est un régime réactionnaire, à essence bonapartiste ou monarchiste, au service du capitalisme. Il a favorisé et favorise encore les tendances monopolistes du capital financier et de la fraction du capitalisme industriel qui a partie liée ou qui dépend du capitalisme bancaire.

Cependant, le gaullisme ne s'identifie pas avec le régime capitaliste et avec la technocratie qui essaye, sous l'égide du gaullisme, de s'emparer de plus en plus du pouvoir économique et politique. Son caractère aventureux, en matière de politique extérieure, son besoin de chercher par la démagogie sociale (électorale) l'appui des masses populaires désorientées inquiètent le grand patronat et la Bourse. De là certains différends entre

les « inconditionnels » de l'U.N.R. (et des « impatientes » de s'emparer des postes et d'obtenir des prébendes) et les « indépendants progauillistes » dirigés par le ministre des Finances. La constitution de ce groupe « charnière » constitue le signe extérieur de la méfiance que ces éléments de la bourgeoisie capitaliste éprouvent à l'égard de « l'homme providentiel » mais par trop « personnel » et vis-à-vis de cette nouvelle « Société du 2 décembre » que représente l'U.N.R.

Quant au P.S.U. et à tous les partis qui se réclament sincèrement du socialisme et de la démocratie (et même simplement de la république), leur attitude à l'égard du régime ne peut être qu'une lutte sans merci. Nous ne pouvons admettre, sans trahir les principes essentiels de la démocratie et du socialisme, ni la conciliation, ni la collaboration avec le régime gaulliste, ni même le moindre compromis avec lui.

Le P.S.U. et l'unité ouvrière

Le P.S.U. est le seul parti qui compte dans ses rangs des syndicalistes appartenant à toutes les centrales syndicales et à toutes les tendances syndicales. Il est donc bien placé pour appuyer de toutes ses forces leur action en vue de réunifier le mouvement syndical sur la base :

Le P.S.U. et la démocratie socialiste

Les deux aspects de la démocratie socialiste sont intimement liés entre eux. Il n'y a pas de démocratie économique sans libertés politiques et civiques. Mais, d'autre part, la démocratie politique n'est pas complète si elle n'est pas accompagnée de mesures assurant la démocratie économique.

Aussi le P.S.U. n'ignore-t-il pas que la démocratie socialiste ne peut être réalisée intégralement que lorsque les principales sources de richesse seront revenues à la nation, lorsqu'elles seront gérées par les collectivités (communales, municipales, régionales ou

a) de son indépendance à l'égard de tout gouvernement et de tout parti, et b) de la démocratie intérieure assurée à toutes les tendances syndicales la représentation proportionnelle à tous les échelons de l'appareil administratif et de direction.

Le P.S.U. est le seul parti qui groupe des militants croyants et incroyants, des militants venus des deux partis « traditionnels », ainsi que de tous les groupes et écoles socialistes ou communistes. Il est donc bien placé pour œuvrer de toutes ses forces au rétablissement de l'unité organique du mouvement politique des travailleurs en vue de conquérir le pouvoir et réaliser la démocratie socialiste.

Le P.S.U. doit donc orienter toute sa propagande et toute son action vers cet objectif, en faisant comprendre aux masses laborieuses et aux militants de la S.F.I.O. et du P.C. que, sans le rétablissement de l'unité ouvrière, ni le renversement du régime gaulliste, ni la réalisation de la démocratie socialiste ne sont possibles.

Le P.S.U. doit rappeler que la profonde et durable scission du mouvement politique de la classe ouvrière est la cause principale de la désaffection des travailleurs, de leur prétendue « dépolitisation », de leur apathie politique et de leur indifférence à l'égard des problèmes pourtant aussi vitaux pour eux que la conservation des institutions républicaines et des véritables libertés.

nationale), avec la participation effective des travailleurs et lorsque l'économie du pays sera organisée rationnellement par une planification souple et démocratique sous le contrôle effectif des élus de la nation.

Dans la lutte pour cette démocratie socialiste, le P.S.U. doit donc poursuivre un double objectif : renverser le régime gaulliste pour établir une véritable démocratie politique et appuyer celle-ci par des mesures qui permettent la réalisation des premières étapes de la démocratie économique.

**VOUS POUVEZ
AIDER LE P.S.U.
à trouver les locaux qui lui
sont indispensables**

Pour permettre à ses organismes de travailler dans de bonnes conditions
Pour développer ses moyens d'organisation

**PARTICIPEZ A L'OPERATION
"LA MAISON DU P.S.U."**

Tous les amis et sympathisants qui ne l'ont pas encore fait, et qui en ont la possibilité, se doivent de souscrire une ou plusieurs parts à la Société Civile Immobilière en formation (part : 50 NF) En adresser le montant à Jacques BUENO, 3, allée Tristan-Bernard, à Pantin (Seine). C.C.P. 1752-01 Paris.

Faites circuler des listes de souscription. Cotisez-vous pour acquérir des parts.

Merci à tous.

Pour le bureau national,
Edouard DEPREUX.



Le P.S.U. et la démocratie politique

La démocratie politique, aspect indispensable de la démocratie socialiste et condition nécessaire pour sa réalisation, comprend :

- 1° Une Assemblée unique, élue au suffrage universel, chargée de contrôler le gouvernement qui doit être responsable devant elle, et de légiférer dans toutes les matières qui ne sont pas réservées aux assemblées communales, municipales et régionales...
2° La décentralisation administrative et politique pouvant aller jusqu'au fédéralisme.
3° L'exercice par tous les citoyens des libertés politiques et civiques doit être garanti par une Justice indépendante et par une Information libre et complète soustraite à la mainmise du gouvernement...
4° L'enseignement doit être laïcisé et démocratisé.

Le P.S.U. et la démocratie économique

Ces éléments de la démocratie politique ne peuvent assurer la liberté de tous les citoyens et favoriser la marche vers le socialisme que dans la mesure où la démocratie économique voit se réaliser, du moins dans ses premiers éléments.

- 1° Constitution d'un Conseil Eco-

nomique et Social élu par les organisations syndicales et professionnelles de tous les secteurs économiques. Ce Conseil doit être consulté obligatoirement et préalablement à toutes décisions gouvernementales (décrets, arrêtés, etc.) ou législatives (vote des lois) dans les matières économiques et sociales, et en particulier en ce qui concerne le Plan, son application, les modifications à apporter, etc. Je m'oppose catégoriquement à l'idée de faire du Conseil Economique et Social une deuxième Chambre du Parlement avec des pouvoirs délibératifs. Ce serait introduire dans les institutions républicaines françaises le corporatisme prôné par l'Eglise catholique, ou le corporatisme fasciste grâce auquel Hitler et Mussolini, Franco et Salazar ont réussi à encadrer la classe ouvrière pour la dominer. Ce serait tuer la démocratie et les libertés politiques qui existent que le dernier mot, que la décision définitive appartiennent toujours aux mandataires du peuple, donc à l'assemblée élue au suffrage universel.

- 2° De pareils Conseils Economiques et Sociaux doivent être créés dans les régions (ou dans les Etats fédérés si l'organisation du pays devient fédérale).
3° La démocratie économique exige l'élargissement du secteur public par la nationalisation des principaux moyens de production et d'échange (sidérurgie, industrie chimique, transports, etc.).
4° Elle exige, dans le secteur nationalisé, l'autonomie administrative et financière des entreprises nationalisées, ainsi que la participation effective des travailleurs, par leurs mandataires élus, à la gestion de ces entreprises.
5° Elle exige, dans le secteur privé, l'élargissement des pouvoirs des délégués d'atelier et des Comités d'entre-

prise pour aboutir au contrôle ouvrier dont l'introduction signifiera d'ailleurs la collectivisation de ces entreprises.

- 5° Elle exige la réduction progressive de la journée de travail et l'insaturation, dès le retour à la semaine de 40 heures, de la semaine de travail de cinq jours (comme en 1936).
6° Elle exige l'augmentation des traitements et salaires, laquelle augmentation ne doit jamais être en retard sur la hausse du coût de la vie et sur l'augmentation de la productivité, et qui doit tendre à une répartition de plus en plus équitable du revenu national.

Conclusions

Tels me semblent les points principaux du programme d'action du P.S.U. et de la plate-forme qui pourrait servir à l'unité d'action (de plus en plus prolongée, pour devenir permanente) des partis qui se réclament du socialisme ou du communisme, afin d'aboutir à leur unification organique.

Ce n'est pas tout le programme, mais ce sont là les principes qui déterminent l'orientation que je voudrais voir adopter par le congrès du P.S.U. d'abord et par tous les autres socialistes et communistes qui pensent comme nous que l'unité est la condition essentielle, indispensable, de la victoire sur le gaullisme et pour engager la France dans la voie qui doit conduire au triomphe du socialisme.

C'est dans la mesure où l'unité syndicale et l'unité politique se réaliseront que la victoire sur le régime gaulliste sera complète et qu'elle sera également une victoire sur le système capitaliste lui-même.

Oreste Rosenfeld.

Pour un congrès d'union, démocratique et efficace !

Le dernier « Courrier du P.S.U. », les lettres que j'ai reçues depuis la parution du n° 24, les réactions de bien des camarades rencontrés témoignent d'une grande perplexité et de pas mal de désarroi en face des textes proposés — perplexité et désarroi d'autant plus compréhensibles que le programme commun qui fut le nôtre lors des élections législatives d'abord, le texte voté à l'unanimité au dernier C.P.N. ensuite ont apporté la preuve que le fonds commun aux membres du P.S.U. constitue une base solide pour l'action qui doit être notre préoccupation essentielle. N'apparaît-elle pas dérisoire à beaucoup, cette division entre nous, au moment où tout proclame la nécessité d'un regroupement des forces vives de la gauche dans ce que nous appelons le « Front socialiste » ? Beau front, en vérité, s'il commence par de telles guerillas !

Certes, la confrontation entre les thèses des uns et des autres, aussi bien qu'avec la réalité, est une nécessité constante. Mais cette confrontation doit faire l'objet d'une maturation lente, d'une discussion et d'une décantation de longue haleine... Qui donc espère régler en quelques jours — valablement et durablement — les

problèmes fondamentaux qu'on prétend soumettre au prochain congrès ? Qui ne sent qu'il y faudra des années, et que le plus urgent, dans l'état actuel des choses, c'est l'action en commun ? Faut-il que le P.S.U. fasse une nouvelle démonstration de l'impuissance des sectes de gauche, de leur inca-

Un programme d'action c'est un programme d'union

Ce qu'il faut, c'est mettre les militants à l'action sur des bases claires et évidentes : un texte positif, définissant pour la lutte de tous les jours quelques objectifs simples (front socialiste, lutte contre le régime, lutte sociale, campagne contre la force de frappe, etc.), est parfaitement possible. Il n'exclurait nullement un effort de renouvellement des méthodes et des moyens, ni une ouverture dynamique vers l'avenir ; les oppositions n'y seraient pas escamotées, mais limitées à des points précis et essentiels, préjudant à la confrontation des options fondamentales de doctrine, susceptibles de nous amener un jour prochain, la maturation achevée, à des choix prématurés aujourd'hui.

pacité à s'élever à une vue élevée ? Il semble pour trop de camarades plus important de se battre entre camarades que contre les ennemis de classe. Ce genre d'excommunication est un réflexe de « petite guéguerre », de gosses qui n'ont pas compris la réalité tragique des problèmes et des situations.

Prématurés en effet : combien de camarades auront effectivement lu les textes au moment où il en sera discuté dans leur section ? Combien prendront-ils en conséquence position par eux-mêmes, et non pas à travers le miroir toujours déformant de tel ou tel ? (Plus clairement, à combien d'exemplaires est réellement diffusé « Courrier du P.S.U. » ? — à supposer que tous les abonnés le lisent.) N'est-il pas significatif que des signataires d'un texte paru au « Courrier du P.S.U. » croient devoir en adresser « à tous les membres du parti un « abrégé-résumé » (plus court, ô combien !) qui schématise un peu arbitrairement les options offertes au congrès ? Sans doute n'y a-t-il

constater la carence de la gauche. Il a adhéré dans les jours qui ont suivi. Maintenant il s'étonne de notre silence. Il attend d'être mobilisé.

Quelques membres conscients — et importants — de la S.F.I.O. consentent à regarder à gauche. Soit. Mais tout reste à faire. Les attitudes des membres de la S.F.I.O. sont très diverses. Nous avons pu constater en ce qui nous concerne, que le réflexe anticommuniste persiste avec la même acuité. Nous avons pu noter également que le P.C.F. n'hésite pas — par atavisme, sans doute — à contredire par ses actes l'essentiel de ses déclarations. La thèse du Front unique qui voit le jour est loin encore d'une réalité contraignante.

Ce qui importe surtout, c'est que le P.S.U. jouit d'une considération silencieuse. Comment expliquer autrement les sollicitations dont nous sommes l'objet ?

Là, cependant, il convient de se méfier du danger qui nous guette. Le danger de la diplomatie à usage externe. Celle qui, sous couvert de la sagesse, entraîne la discrétion des gestes. Il existe un langage militant, quelquefois brutal, souvent passionné, qui exclut les attermolements, qui vise à l'action directe par souci d'efficacité. Combien de fois nous a-t-on dit que le P.S.U. n'était pas assez efficace ? Combien de militants le pensent ?

Le Congrès ne doit pas se dérouler dans la confusion, pour peu que chacun, en ce qui le concerne, situe les problèmes avant de juger et de choisir. Qu'allons-nous faire ? Attendre et voir ? Ce serait sans contredit la pire des attitudes. Observer ne signifie pas se taire. L'immobilisme est la pire des choses. D'ailleurs, les membres actifs n'accepteraient pas d'être désarmés.

Ou bien, alors, tendre la main à la ronde et dans un grand élan de concessions, ouvrir les vannes d'une quelconque politique d'adaptation qui, dans le meilleur des cas peut se traduire par une imbrication du P.S.U. dans la gauche traditionnelle et dans le pire des cas par une adaptation du régime. Faudrait-il alors se satisfaire de solutions moyennes qui ne satisfont personne. Du reste, le P.S.U. perdrait une de ses raisons d'être : recréer la dynamique socialiste.

Dans l'un comme dans l'autre cas, nous ne pouvons que mettre en sommeil notre droit de critique. Et nous entendons conserver ce droit. Il est fort divertissant de voir ignorer volontairement le P.S.U. Il est fort désagréable pour les militants de le voir diffuser. Et il serait plus désagréable encore de le voir garder un silence prudent, voisin de l'abstention, sous prétexte de ménager des ouvertures.

Le P.S.U. doit se montrer, en la circonstance, plus vigilant encore ; il doit dénoncer avec vigueur les actes qui tendraient à reculer l'échéance de l'union de la gauche et adopter une politique faisant de lui le fer de lance de l'action populaire.

Comment ? Nous organiser au dedans pour agir au dehors. RECRUTER et rassembler d'abord. Objectif majeur pour le parti. Il est vrai qu'il faut tenir compte des réalités sociales et accorder au recrutement dans les « couches moyennes » l'importance qu'il mérite. Mais seulement l'importance qu'il mérite. L'expérience

ce prouve que nombre de ces éléments sont souvent indécis, peu mobilisables à l'heure actuelle — ne serait-ce qu'en raison de leur situation professionnelle — et qu'ils ne prendront toutes leurs responsabilités que dans une ambiance mobilisatrice que seul le recrutement en milieu ouvrier — le plus important — peut créer.

Notre audience auprès des ouvriers d'industrie en particulier est réelle pour peu que l'on s'introduise. Elle ne grandit pas parce que : 1) nous manquons de mots d'ordre mobilisateurs. Il en existe pourtant. Exemple : lutte contre la force de frappe gaulliste. Nous sommes les seuls à pouvoir nous dresser contre elle sans ambigüité ; 2) nous manquons souvent de formation et d'information. Un effort de clarification se dessine. Il doit être poursuivi et accompagné d'un effort de diffusion.

— Effort de diffusion intérieure : l'homogénéité de l'action de base en bénéficierait.

— Effort de diffusion extérieure ayant pour but d'améliorer notre implantation. Celle-ci pose des problèmes importants à une fédération de province. Nous manquons parfois de méthode ; nous perdons beaucoup de temps et d'influx en tâtonnements. Toutes choses qui ne nous permettent pas d'EXPLOITER avec profit tous les avantages que nous acquérons.

Notre lutte doit perdre son aspect fragmentaire et épisodique. Seule une action soutenue est efficace. Seule une action efficace est soutenue.

Nous avons des propositions à faire ; propositions simples, sans concession a priori, à objectifs limités et précis, réalisables, et qui peuvent être présentés non seulement à titre de programme mais également, comme le mentionne le texte C, à titre de contrat d'unité.

Proposer. PROFOSER. Aux partis autant qu'aux hommes. Proposer à l'opinion. Il faut grouper les consciences autour de notre objectif de Front Socialiste, organiser localement des rencontres, colloques ou autres (comité d'action pour le Front Socialiste) qui, tout en permettant de faire mieux connaître nos positions, contribueront à assurer la formation militante. N'est-ce pas là la raison d'être d'un parti ouvert

Ne leurrions pas nos adhérents ou sympathisants avec des analyses souvent mal comprises, avec des objectifs lointains aussi vagues qu'optimistes. Feut-on croire facilement, par exemple, dans le contexte politique actuel, à la conquête des centres de décision économique-politiques ? Soyons clairs afin d'être compris. Méfions-nous des utopies. Gardons-nous du réformisme comme du révolutionnarisme intransigeant.

Recrutons. Exploitions. Proposons. Il faut conquérir les masses et renverser les idoles pour conquérir le socialisme.

Jacques Roynette.

Fédération de Seine-et-Marne.

A propos de « l'Appel aux militants »

UN texte présenté sous la signature de quelques secrétaires fédéraux paraît dans le présent numéro, après avoir circulé dans le Parti.

Il propose une synthèse à partir du texte B, avec le texte C, et le texte Rhône-Isère.

Toute la virtuosité des rédacteurs du texte B, serait nécessaire pour parvenir à l'amalgame B. avec C. La fusion du texte C. et du texte Rhône-Isère serait un véritable tour de force.

Nous ne nous y prêterons pas. Les camarades du Rhône et de l'Isère non plus, nous avons de bonnes raisons de le penser.

Nous tenons d'ailleurs ici à les remercier fraternellement de leur loyalisme. Ces camarades sont en désaccord avec nous, ils le disent. C'est la bonne méthode. Tout comme nous, ils ne peuvent accepter un texte qui se voudrait majoritaire et qui sera en fait le rassemblement des confusions et des équivoques.

Le texte des secrétaires fédéraux, préparé lors d'une réunion tenue à Paris fin décembre, sous la direction des camarades Martinet et Verlhac, vise à escamoter le débat d'orientation sur des divergences dont il n'est guère possible de douter après parution de certains textes interprétatifs (Rhône, Isère et Meurthe-et-Moselle) du texte.

Il vise surtout à réaliser ce qui est la suprême, sinon exclusive préoccupation de l'équipe dirigeante du cou-

rant B. depuis des mois : s'assurer à tout prix une majorité. Tout ce qu'ils entreprennent pour y parvenir accentue en réalité la division dans le Parti : leur « majorité » se définit à coup d'exclusive : la province contre Paris, les jeunes contre les anciens, les militants nouveaux contre ceux issus des partis traditionnels, les campagnes de dénigrement personnel ou contre tel courant déclaré a priori gênants pour la politique de Front socialiste.

Convaincus aujourd'hui que le Congrès ne leur donnera pas cette majorité, ils ont recours en désespoir de cause à la méthode qu'ils voulaient nous imposer dès septembre : la chasse aux signatures « influentes » pour forcer la décision du Congrès. Ainsi, on rassemblerait une équipe de notables du Parti, on la proclame « majoritaire » et la préparation du Congrès n'est plus qu'un référendum destiné à ratifier cette majorité.

Les lettres que nous recevons montrent que le Parti est maintenant décidé à réagir. Nous lui demandons de le faire dans un esprit d'unité, de ne pas répondre aux exclusives par d'autres exclusives.

La seule méthode : d'abord définir un programme de travail et la majorité se réunira sur ce programme, et non le contraire ; combiner au sommet une majorité et l'habiller ensuite d'un texte de synthèse. Au-delà du débat d'orientation la plate-forme d'action existe : c'est la résolution de

nante entre la section et la direction nationale doit être l'organisation régionale. Le parti sera donc, dans ce cas, constitué de « partis régionaux » qui, vers le haut, se fédéreront en un parti national et, vers le bas, se diversifieront selon leurs nécessités propres.

3° Tout cela suppose donc une *décentralisation authentique*. Aussi le C.P.N. pourrait-il être élu par les congrès régionaux, le nombre de sièges attribués à chaque région étant calculé d'après une péréquation du nombre de militants par rapport au nombre d'habitants. Cela mettrait notamment fin à un curieux état de choses : des délégués au congrès national obligés de choisir pour l'élection

au C.P.N. entre des camarades qu'ils ne connaissent pas, ou fort peu ! Ces suggestions ne relèvent pas d'un « régionalisme » de mauvais aloi. Elles ont seulement pour but d'assurer une démocratie plus représentative dans le parti, de renforcer l'efficacité dans l'action et d'éliminer les risques de bureaucratisme.

De même, il paraît important d'agir avec discernement et sans systématisation en ce qui concerne les sections. En milieu industriel, le développement et la multiplication des sections d'entreprise peut être profitable, car si l'on veut repolitiser les masses, force est d'aller les chercher là où elles sont, c'est-à-dire d'abord sur le lieu de travail, afin de les aider à replacer

Appel aux militants

Le prochain congrès sera capital pour l'avenir du P.S.U. La préparation en est mauvaise : l'obscurité de textes trop nombreux, les oppositions de personnes et de méthodes, masquent les véritables problèmes. Il faut en sortir ! Il faut attirer l'attention du parti sur les options essentielles :

1° Il faut un parti gouverné, travaillant vers l'extérieur, et non une secte divisée et repliée sur elle-même. Cela suppose des organismes responsables : un Bureau national majoritaire et homogène ; un C.P.N. représentant largement la province ; les moyens de mettre en application le plan de travail concret que le prochain congrès devra adopter.

2° Il faut un parti actif : qui ap-

A la base

Je viens de lire les textes contenus dans le dernier Courrier (numéros 26, 27). Protestations de camarades, de sections ou de fédérations. Mises en demeure. Mais aussi propositions. L'élément positif subsiste.

Et puis je n'ai pas retrouvé, au contact de ces manifestations, l'indéfinissable sensation de malaise enregistrée il y a quelques mois lorsque l'avalanche des textes s'est abattue sur nous.

Pourquoi ?

— Pour après qu'ils soient, ces échanges de vues se révèlent salu-

— Les mois écoulés ont été pour le P.S.U. des mois d'épreuve dont celui-ci semble avoir, bonne ou mauvaise fortune, triomphé, et dont il doit savoir tirer profit.

— Le Congrès va s'ouvrir sous d'autres auspices, non que les problèmes aient changé mais plutôt qu'ils se soient déplacés et que leurs données aient évolué.

Certes la situation n'est pas clarifiée.

Les difficultés ne sont pas aplanies. Les divergences dont le secret inquiète parfois tant de camarades, subsistent. Il reste toujours à aller au fond d'un débat inévitable, mais clairement, simplement et en y associant tous les militants, quelqu'ils soient, puis-que ce sont eux, en réalité, les premiers concernés.

Il ne s'agit pas seulement de savoir si le prochain congrès sera décisif ou non, si la « tournure intellectuelle » du parti est ou non obsessionnelle. Il s'agit de voir au-delà, de puiser notre attitude dans les faits et d'être enfin ce que chacun attend de nous : le parti de l'unification socialiste.

Le Congrès tranchera. Il doit trancher. Ses décisions sont attendues avec impatience par certains, avec inquiétude par d'autres, avec sérénité aussi par ceux qui veulent voir dans le débat ouvert le prélude à l'unification profonde et définitive du parti.

Après trois ans, le P.S.U. se regarde. Les militants, eux, attendent.

Et ils inventorient les faits.

leurs problèmes quotidiens dans la dimension politique. Mais il demeure évident qu'en milieu rural, où les travailleurs sont dispersés, donc isolés, et plus vulnérables à la pression patronale, la section locale demeure la seule ossature valable. Voilà qui suffirait à balayer toute accusation de « néo-corporatisme ». Enfin, il ne faut pas oublier qu'aux grandes envolées, les hommes d'aujourd'hui préfèrent le langage direct et concret. L'ère des tribunes paraît révolue. C'est peut-être regrettable. C'est ainsi.

Jean-Pierre Biondi

(Paris-14^e)

socialiste » (texte C - motion Rhône-Isère, etc.).

Signataires : le secrétaire national étudiant ; Kergoat ; les secrétaires fédéraux : Billeau (Loir-et-Cher) ; Debarge (Seine-Banlieue) ; Denecker (Corrèze) ; Domont (Yonne) ; Etienne (Somme) ; Giffard (Saône-et-Loire) ; Hervouet (Gironde) ; Heurgon (Paris) ; Lartigau (Loiret) ; Liou (Calvados) ; Mazier (Côtes-du-Nord) ; Montariol (Haute-Garonne) ; Rouffeteau (Meurthe-et-Moselle) ; Séchet (Maine-et-Loire).

Les membres des bureaux fédéraux ou des fédérations : Antonini (Hérault) ; Badiou (Haute-Garonne) ; Banitz (Bas-Rhin) ; Chatelet (Saône-et-Loire) ; Chollet et Viaud (Loire-Atlantique) ; Combes (Loiret) ; Compère (Gard) ; Couchet (Tarn-et-Garonne) ; Croste (Tarn) ; Digot (Aveyron) ; Garnier (Loire) ; Gris (Somme) ; Kesler (Nièvre) ; Jardon (Dordogne) ; Lefort (Seine-et-Oise) ; Mentrier (Haute-Savoie) ; Moussay (Ht-Rhin) ; Servent (Puy-de-Dôme) ; Michel Barthod (Doubs).

La campagne électorale a constitué une expérience remarquable à plus d'un titre pour ceux qui ont eu la chance de la mener. Nulle part nous n'avons été mal accueillis. Au contraire. L'absence de démagogie dans nos propositions comme dans notre attitude nous vaut beaucoup de sympathies. De plus, il nous a été confirmé qu'un langage commun à tous les militants de gauche existait, par-delà les idoles et les doctrines vieillies. Le dialogue s'est noué aussi bien avec des communistes qu'avec des socialistes S.F.I.O. ou des syndicalistes. Il peut être renoué à tous moments. La vérité des hommes apparaît bien sûr au niveau des hommes.

Le contexte politique nouveau contredit beaucoup d'espérances mais donne la juste mesure de nos analyses. Le P.S.U. avait prévu le drame qui se noue et nul ne peut lui faire grief de n'en avoir pas calculé exactement l'ampleur. Il est dommage que nous n'ayons pas pu diffuser plus largement nos conceptions. Un sympathisant disait dernièrement que : « le P.S.U. en avait pris un drôle de coup ». Ce qui était pour lui une façon de

pas d'arrière-pensées dans cette façon discutée d'agir, mais simplement une prise de conscience de la réalité : c'est pour la même raison que plusieurs de mes correspondants me demandent de « faire polycopier » mon texte de « Courrier du P.S.U. », afin de toucher nombre de camarades, « car la plupart... ne sont pas abonnés à « Courrier du P.S.U. ». Phrase révélatrice !

Voilà l'une des raisons principales du malaise provoqué par les textes multiples en vue du congrès : il n'est ni sain ni démocratique d'obliger le parti à prendre position, en un temps relativement court, sur des textes compliqués, longs, difficiles à assimiler, à faire un choix entre des options présentées de façon ambiguë (car le souci de la clarté y cède souvent le pas au souci de ne pas s'aliéner telle ou telle aile du parti !), quand on sait bien que la grande masse de nos militants n'aura même pas lu ces textes, à plus forte raison n'en aura pas saisi le sens exact et les nuances, et se prononcera un peu à l'aveuglette, faisant confiance à tel camarade signataire ou à tel rapporteur...

Une autre méthode de travail

En conséquence, j'ai proposé au C.P.N. j'ai proposé dans le texte F, je propose ici une méthode de travail dont la nécessité me semble s'imposer :

Rassembler dans un texte commun tout ce qui est susceptible de réunir une large majorité (et cela pourrait être beaucoup avec un peu de bonne volonté), limiter les oppositions aux options vraiment essentielles et urgentes, et les exprimer sous la forme d'amendements, d'additifs, de variantes ou de textes particuliers à un point.

Il est encore temps d'adopter cette méthode : le congrès est souverain, et si un nombre suffisant de sections et de fédérations le réclame, la Commission des résolutions peut être chargée du travail préparatoire. Les avantages en seraient multiples : un plan d'action commun, défini pour l'avenir immédiat, dissiperait l'impression actuelle de byzantinisme et d'impuissance et créerait dans le parti un sentiment d'efficacité et de dynamisme. S'ils le jugeaient utile, nos camarades pourraient refuser de se prononcer sur un tel point particulier qu'ils estimerait inactuel : la base, et non le sommet, déciderait ainsi de ce qui est essentiel et capital pour le parti, de ce qui est urgent et de ce qui l'est moins...

C'est ce qu'a tenté, très empiriquement, le texte F. Il n'est pas une motion supplémentaire qui s'ajouterait aux cinq autres et accroîtrait la confusion : il propose une approche différente des problèmes du congrès, un texte commun (le texte F n'est qu'une proposition très largement amendable, il n'est là qu'à titre d'exemple) qui se substituerait à la plupart des autres, et auquel s'ajouteraient les additifs, amendements, variantes sur lesquels le congrès, après avoir dégagé une majorité large, aurait à se prononcer.

Pratiquement, les partisans de cette solution seront donc amenés, dans les sections et fédérations, à réclamer d'abord un vote sur la méthode de

travail du congrès (car je demanderai ce vote au congrès !), en prenant pour base l'esprit qui anime le texte F et la présente « Tribune libre ». Ensuite, et quel que soit le résultat de ce vote, ils accepteront de prendre position sur les autres textes s'ils le jugent utile, afin : a) de donner des indications de tendance pour le cas où les propositions du texte F seraient repoussées ; b) de permettre en toute hypothèse aux délégués au congrès d'émettre un vote — fût-ce d'abstention — sur les amendements, additifs, variantes et textes particuliers.

Beaucoup peut encore être infléchi au congrès si un nombre suffisant de camarades prend conscience des dangers que l'émission actuelle fait courir au parti, de la nécessité de surmonter l'esprit de secte et d'aboutir à l'efficacité. C'est dans ce sens que j'adresse à ceux qui partagent mes inquiétudes un appel pressant. IL N'Y

Simple réflexions sur l'avenir du parti

La lecture des textes proposés en vue du congrès national, et surtout si l'on suit les débats qui s'organisent dans les sections et les conversations particulières entre militants, on constate que tout se passe comme si un « accord de non-agression » et même une alliance avaient été signés entre toutes les tendances sauf une, et comme si cette alliance se traduisait par une offensive générale et bien coordonnée contre les signataires du texte B, c'est-à-dire contre les représentants de la majorité du parti. Les tenants des textes A, C, D et E, qui appartiennent à trois courants fortement antagonistes, ont mis brusquement fin aux attaques réciproques dont ils étaient naguère prodigues, pour concentrer leur feu sur le texte B, qui serait quasiment, à leurs yeux, la bible d'un ne sait quel « néo-réformisme » ou même d'un sournois « gaullisme de gauche ».

Mais ces camarades ont-ils songé à ce que serait la situation du parti si, pour son malheur, la large majorité qui s'était dégagée lors du dernier congrès se dispersait à l'issue des prochaines assises d'Alfortville, autrement dit s'ils obtenaient la victoire ? Il n'est pas difficile d'imaginer quelle serait cette situation.

Les vainqueurs du jour ne pourraient faire autrement que de s'entre-déchirer aussitôt. Leur coalition tactique ne résisterait pas un moment aux divergences profondes qui les séparent sur une foule de problèmes

Pour une majorité politique cohérente

La discussion pour le congrès s'est engagée sur des textes présentés par les membres du C.P.N., à l'exception du texte « Socialiste révolutionnaire ». Il en résulte qu'au départ, la discussion reflète surtout l'état des tendances au sein du C.P.N., qui est loin de correspondre aux courants qui

A PAS DE COMPTES A REGLER ENTRE NOUS. Il s'agit simplement de savoir si, lorsqu'on conclut — comme nous le faisons presque tous — à la nécessité d'unir la gauche en un Front socialiste, il est utile ou nécessaire d'exacerber les divergences, de multiplier les nuances, de prétendre résoudre en un jour des questions si complexes que cent ans de batailles socialistes n'y sont pas parvenus.

Le parti doit répondre NON aux batailles inutiles. OUI à l'action pratique en commun, OUI à une maturation naturelle des problèmes par une discussion et une contestation constante, excluant la hâte excessive, l'improvisation et le sectarisme.

Henri Humblot,

Secrétaire de la Fédération de la Marne, membre du C.P.N.

importants. Je cite au hasard : l'analyse sociale et politique du gaullisme, la conception du Front socialiste, le travail dans les entreprises, l'organisation des jeunes, etc. Comment les réformistes des textes A et D pourraient-ils s'entendre sur ces questions avec les « socialistes révolutionnaires » du texte E, ou les ex-majoritaires du texte C ? Il est exclu qu'aucun de ces textes obtienne la majorité au congrès. Leur victoire commune signifierait donc l'émission du parti et la constitution d'une direction tri-céphale qui, de compromis boiteux en décisions « nègre-blanc », aboutirait à l'embourbement du parti et à l'immobilisme.

Il est encore temps de conjurer ce danger, le plus grave qui menace le parti dans les jours qui viennent. Il faut que les militants comprennent qu'entre deux minorités, celle de droite (textes A et D) et celle de gauche (texte E), il y a la grosse masse du parti. Que cessent les procès d'intention et l'on verra réduites à très peu de chose les divergences entre les textes B et C. Alors on verra s'affirmer une très large majorité et le parti pourra confier sa direction à une équipe unie et cohérente qui, sous le contrôle étroit et démocratique d'un Comité Politique National formé de toutes les tendances, pourra agir et prendre ses responsabilités.

André Domercq,

existent dans l'ensemble du parti. Les textes B, C et S R, expriment une préoccupation commune : sortir le parti de l'ornière où un certain immobilisme politique, fruit de l'indécision du Bureau national, est en train de l'enliser. Comment se fait-il que cette préoccupation commune, chez

un ensemble de camarades dont les idées sont loin d'être cristallisées, ait abouti à la présentation de trois textes dont chacun est un peu plus net que le précédent, mais dont aucun ne parvient à dégager une orientation politique d'ensemble pleinement satisfaisante ? C'est que ces textes, surtout B et C, ont, comme objectif, semble-t-il, de garantir une direction « homogène », alors que l'homogénéité est loin d'être totale dans leurs perspectives politiques. Des camarades se sont groupés plutôt pour obtenir une majorité (ou une minorité relative importante) que pour définir une ligne claire sur les grands choix politiques nécessaires. Le congrès devra évidemment changer cela, et chercher avant tout la clarté des vues d'une majorité qui existe pourtant dans le parti.

D'abord, il y a la question des formes et structures de l'action et des formes d'expression de celle-ci. Le grand danger est ici celui du pseudo-modernisme, que nous avons déjà combattu sous l'étiquette du « mendoïsisme » et qui s'exprime aussi chez les catholiques sociaux. Certains camarades cherchent, sous toutes sortes de formules, à diluer le parti dans des « groupes spontanés » qui se constituent « sur des problèmes immédiats de logement, d'habitat, de loisir, de culture, d'éducation », et dans des groupes d'affinités techniques, dans des « organisations » économiques, administratives, gestionnaires, etc. Le parti ne serait plus que le conglomérat des affiliés à tous ces groupes, soi-disant spontanés, mais en réalité suscités à grands frais. On « s'implante » par infiltration, l'action consiste en « sessions d'études » pseudo-techniques, en pétitions et en conciliabules avec de soi-disant « personnalités », à base de « travail sur fichier ». Il en résulte que si l'on parvient quelquefois à faire dans cette voie un peu de travail d'éducation, on perd le sens de la décision d'action, de la propagande et de l'agitation.

Si le parti ne réagit pas en organisant et menant des campagnes d'agitation publiques, appuyées sur les organismes propres du parti, il continuera à vivre comme relict des autres. L'échec de l'action du parti dans les entreprises, son embarras au cours des colloques et journées d'études, sa très faible implantation dans les masses sont dus, pour une large part, à cette conception arriérée de la vie politique. Le journal du parti (dont personne ne parle dans les textes) doit devenir un journal d'action et d'agitation. La théorie des « groupes spontanés » est une théorie de la dépolitisation et non de la repolitisation. Il est clair qu'une large majorité du parti veut autre chose : une structure propre d'intervention à partir de laquelle il puisse agir partout par lui-même.

L'erreur que je viens d'indiquer est liée à une autre : croire que le parti est la préfiguration de la société socialiste. Cette erreur retire au parti toute sa raison d'être. Le parti est, avant tout, un instrument de critique de la société existante et comme tel prône certaines vertus qui sont très différentes de celles qui s'épanouiront dans la démocratie socialiste future. Cette erreur s'apparente à celle des « syndicalistes purs » ou des démocrates pour qui il s'agit seulement d'implanter une démocratie et un syndicalisme « renoués » qui fassent éclore la société nouvelle dans la société présente. C'est oublier les contradic-

tions de celle-ci, ses crises, et les exigences de la lutte pour établir de nouveaux rapports sur les ruines de l'ancienne. Ceci vaut aussi bien pour les milieux agraires, industriels, administratifs ou intellectuels.

La deuxième grande question est celle de notre action dans le domaine social et économique, en particulier par le canal de la vie syndicale (mais aussi des comités d'entreprises, des organismes de plan, des Assurances sociales, etc.). Sur ce terrain, le parti veut une intervention beaucoup plus active et qui s'engage dans l'action. Il est encore plus important d'envisager la stratégie des grèves, des revendications, des objectifs de lutte, que la formation pédagogique des cadres. Le parti a perdu beaucoup de temps. Les directions se bornent, le plus souvent, à quelques contacts personnels et bons offices. L'organisation de cette activité est à peine embryonnaire. Elle n'a pas de contacts internationaux. Si l'on veut que la proportion d'ouvriers et de travailleurs s'accroisse dans le parti, il faut que le parti agisse avec eux. Nous ne pouvons pas abandonner aux directions syndicales les initiatives dans ce domaine. C'est à nous à faire comprendre que se battre pour certaines revendications (par exemple la semaine de 5x7), c'est se battre pour le socialisme. L'activité syndicale et ouvrière du parti est à réorganiser de fond en comble.

La troisième grande question est celle de la stratégie du front socialiste, qui ne peut être qu'une stratégie de passage au socialisme à l'échelle européenne et pas seulement française. Là dessus, les textes B et C sont d'accord, malgré des variantes à discuter. Nous voulons unifier des luttes politiques et économiques dans le cadre d'un pouvoir socialiste de transition. Nous rejetons l'intégration dans une combinaison « démocratique » ou « républicaine » où la bourgeoisie et les techniciens font la loi. Nous faisons appel à l'action des masses pour la résis-

Pas d'affrontements inopportuns

ENTRE le début de la préparation du congrès et la tenue de celui-ci, il se sera écoulé six mois ; et les camarades qui ont vraiment pris conscience de l'importance de ces six mois, marqués par le référendum, les élections législatives, le renforcement de de Gaulle, etc., comprendront aisément qu'il y a un autre travail à faire aujourd'hui, qu'à s'opposer au sein du parti, sur des motions d'orientation dont le contenu est à échéance fort lointaine.

Même si le vocabulaire employé diffère chez les uns et chez les autres, personne dans le parti ne met en cause le Front socialiste comme stratégie du P.S.U., mais tout le monde constate que sa réalisation n'est pas pour demain. Les syndicats vont devoir agir avec beaucoup plus de prudence, et craindre encore plus qu'avant l'engagement politique au côté des partis. La conjoncture n'est plus celle de la guerre d'Algérie, et il faudra s'attendre à un regain de dépolitisation que le gouvernement favorisera par certaines améliorations sociales du

type accords Renault. Il sera plus difficile encore de faire partager à cette opinion nos préoccupations au sujet d'un avenir trop éloigné.

Par contre, les dernières élections ont montré que, dans bien des départements, l'électorat de gauche continuait d'être très sensible à toute attitude qui facilitait l'union des divers partis de gauche sans exclusive. C'est en tenant compte de cela qu'il faut se mettre d'urgence au travail et préparer dès aujourd'hui la reconquête de ce qui peut être reconquis. Il n'y a pas trop de deux ans pour préparer les élections municipales et l'élection présidentielle. Or les premières et la suivante ne peuvent être des succès pour la gauche que si nous allons à la bataille avec les autres républicains (communistes socialistes et certains libéraux). Dans le cas contraire, nous serons toujours en avance d'une révolution, mais en retard d'une préparation.

En conséquence, le congrès ne doit pas s'éterniser sur l'examen et la dis-

Pierre Naville

cussion des motions d'orientation. Le prétexte à tout Front socialiste doit être d'abord la recherche de l'unité dans nos rangs en évitant les affrontements inopportuns. Et comme les préoccupations immédiates ne doivent pas être sacrifiées à un avenir incertain, il serait souhaitable que la majorité (motion B) s'élargisse en direc-

tion de ceux qui sont surtout sensibilisés par les problèmes concrets du moment (signataires de la motion A. et Pierre Mendès-France).

Jean Boichard,

secrétaire fédéral
de la Nièvre.

Esprit de tendance et esprit de parti

LA préparation de notre congrès national est l'occasion de dégager les différentes tendances de notre parti. Cela est conforme à nos statuts, à notre conception de la démocratie interne. Mais si l'on veut que ce congrès n'intéresse pas seulement les initiés, il faut qu'il serve surtout à réaffirmer les raisons de notre existence et à préparer l'action à venir. Car c'est l'action — non la discussion — qui est décisive. Et elle doit être menée par tous, avec discipline — cela aussi est dans nos statuts.

Or, trop de camarades, et non des moindres, semblent plus soucieux de faire triompher leur tendance dans le parti que de renforcer le parti tout entier. Prenons un exemple qui semble caractéristique, celui de la presse du parti. Le P.S.U. compte nombre de journalistes de talent. Ils dirigent, animent des journaux excellents et qui se vendent bien. Le seul journal de gauche qui n'ait pu, jusqu'à présent, profiter de leur savoir-faire, c'est... *Tribune socialiste*. Cette situation ne semble aucunement les gêner, au con-

traire, ils ont ainsi l'avantage d'échapper au contrôle des militants.

D'ailleurs, ce désintérêt à l'égard du journal du parti — et pourtant peut-on imaginer un parti vivant et fort et privé d'un organe de presse influent ? — est très répandu, y compris, semble-t-il, à la direction. La diffusion de *Tribune socialiste*, loin d'être l'affaire de tout le parti, est laissée à l'initiative de militants isolés et qui, privés de tout soutien, se découragent souvent malgré leur bonne volonté. Inutile de parler des résultats, qui sont à ce point éloquentes que les responsables se refusent à avouer les chiffres !...

Il faut que ce scandale cesse. Il faut saisir l'occasion du prochain congrès national pour affirmer que notre parti doit être un parti d'action et non un club de discussion. Il faut exiger la mise à l'ordre du jour des tâches concrètes du parti et, en premier lieu, l'amélioration et la diffusion de notre journal. C'est en faisant passer de la sorte l'esprit de tendance après l'esprit de parti que nous renforcerons le P.S.U.

Pierre Molino

Montpellier.

Contre le régime : Front commun et programme commun

DEUX semaines nous séparent du deuxième congrès de notre parti. Cinq courants de pensée s'expriment dans le « Courrier du P.S.U. », dont le nôtre (texte D).

Il est d'ailleurs curieux de constater l'étonnement, voire l'énerverment de quelques camarades aux nerfs sensibles devant l'existence de textes qui posent clairement un certain nombre de problèmes et ont le mérite de mettre en lumière divergences et contradictions au sein du parti.

Il ne peut être question de laisser le droit à un seul camarade de dénoncer quelques hérétiques de la gauche nouvelle, « bigots du révolutionnarisme et nostalgiques de l'archéosocialisme », puis de décréter qu'il ne saurait y avoir matière à débat.

C'est notre droit, et c'est notre devoir, de nous élever contre la pénétration insidieuse au sein du parti de conceptions néo-corporatistes ou néo-socialistes.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous sommes en désaccord avec le Bureau national, dont l'unanimité de façade vole en éclats à la veille du prochain congrès.

Nous l'avons été aussi bien à propos du problème de Berlin et de la « petite Europe » qu'au sujet du « regroupement autonome en-dehors du Parti communiste des forces politiques et syndicales non communistes », regroupement envisagé par le Bureau national dans sa lettre à la S.F.I.O. du 23 octobre 1961.

Nous sommes également en opposition totale avec quelques membres du parti en ce qui concerne la défense de la laïcité et de l'esprit laïque qui, pour nous comme pour beaucoup d'autres, est une conception de la vie et de la société. Les camarades de la Loire font une distinction bien connue

dans certains milieux entre « laïcité » et « laïcisme » ! Faut-il rappeler ici que la laïcité est « le système qui exclut les Eglises de tout pouvoir politique et administratif », et que le laïcisme est « la doctrine des partisans de la laïcisation des institutions » ? (Larousse encyclopédique 1962). Faut-il souligner que notre attitude laïque est la même au sein du P.S.U. qu'à la F.E.N. ou au C.N.A.L. ? Faut-il redire, enfin, qu'une idéologie est un système d'idées constituant une doctrine politique ou sociale et qu'il n'est pas de parti sans idéologie ?

Ce qui compte, en effet, aujourd'hui, c'est essentiellement la lutte contre le régime de pouvoir personnel. Une seule méthode nous semble valable pour mener ce combat et le gagner : l'union des travailleurs et de toutes les forces populaires et démocratiques sans aucune exclusive.

Contre l'ennemi commun, il faut un front des partis et des organisations qui se réclament du socialisme, des travailleurs et de la démocratie : un front commun et un programme commun.

Parti nouveau : structures nouvelles

TOUTE structure renvoie à une idéologie, toute organisation à une orientation. La faillite de l'organisation des partis traditionnels est la faillite de leurs positions politiques. On serait tenté de dire : faisons de la bonne politique et nous aurons une bonne organisation. Mais, d'ores et déjà, un certain nombre de points doivent être soulignés :

1° Il faut davantage calquer l'or-

ganisation du parti sur les réalités économiques, d'ailleurs mouvantes, que sur des structures administratives napoléoniennes. Ainsi vôt-on mal la nécessité absolue de « fédérations départementales » dont certaines, chacun le sait, n'existent en fait que sur le papier.

2° Si l'on admet que la région est, plus que le département, la réalité économique, l'articulation détermi-

Pour la tendance « D ».

René Fallas

13^e section de Paris-Ville.

3° Si l'on admet que la région est, plus que le département, la réalité économique, l'articulation détermi-

LES AMÉRICAINS ET LE VIETNAM



(Archives Tribune.)

UN incident militaire — la mise hors de combat, mercredi 2 janvier, de cinq hélicoptères américains, d'un coup — a soudain ramené l'attention sur un problème qui n'est pas nouveau : la situation au Sud-Vietnam.

En fait, depuis l'accord de Genève de 1954 consacrant la coupure politique de l'ancienne Indochine, le Sud-Vietnam n'a jamais trouvé un véritable équilibre : 1° D'abord parce que le pays est dirigé par un fantoche entièrement aux mains des Américains, N'go Dinh Diem, comparable aux hommes que Washington maintient artificiellement au pouvoir dans les Etats d'Amérique latine, et auprès duquel le fameux Bao-Daï était une manière de représentant populaire.

Cet autre « Monsieur Tiroir-Caisse », ce despote extrême-oriental, esclave du dollar, est assurément la providence de la propagande communiste. Jamais, sans doute, Pékin et Hanoï n'auraient osé rêver à Saigon une telle incarnation du néo-impérialisme américain ; 2° ensuite parce que la fin du colonialisme français n'a économiquement rien réglé. Les Américains ont pris la

relève, et ce n'est assurément pas le régime de Diem qui allait opérer les réformes de structure qu'attendait le peuple. La corruption, les violences de toutes sortes, l'injustice et la misère ont fleuri de plus belle sous la haute autorité des militaires yankees.

Dollar et « monde libre »

On ne doit pas s'étonner, dans ces conditions de l'instabilité permanente qui règne au Sud-Vietnam. A plusieurs reprises l'Armée, expression de la bourgeoisie nationaliste, a tenté par la force de renverser Diem que, chaque fois, la pression américaine a remis in extremis en selle. Mais les campagnes, elles, appartiennent depuis longtemps aux guerilleros communistes, bien armés et bien encadrés, du Vietcong. A tel point que le seul moyen pour les militaires vietnamiens ou américains d'aller d'une ville à une autre est l'avion, et que la nuit les guerilleros s'infiltrèrent jusque dans les faubourgs de la capitale.

L'engagement du 2 janvier a eu lieu à une cinquantaine de kilomètres de Saigon, à « My Tho ». Mais, répétons-le, c'est

seulement là un incident plus spectaculaire que d'habitude, rien d'autre. En effet, de l'aveu même du Pentagone, en 1962, 16 de ses hélicoptères ont été abattus par le Vietcong, et 115 ont été touchés.

A propos de ce combat, voici d'ailleurs le récit d'un officier américain qui dénote assez bien le climat actuel : « Les officiers sud-vietnamiens ont fait preuve d'un manque de combativité inquiétant, refusant d'exécuter non seulement les recommandations de leurs conseillers américains, mais également les ordres de leurs supérieurs directs. Je citerai le cas du commandant d'une unité blindée qui a refusé pendant plus d'une heure de partir au secours de 11 soldats américains, pilotes et membres d'équipage d'hélicoptère, abattus par les Vietcong. »

Il convient peut-être de tirer deux conclusions de cette affaire : une politique, qui montre que des fractions de plus en plus larges de la société vietnamienne se lassent du joug colonial de Washington ; une morale, qui tend à prouver que le dollar n'est pas, loin de là, l'arme absolue.

Georges Batelier.

Heurs et malheurs de l'O.N.U.

LA tragédie congolaise tire-t-elle à sa fin ? Tschombé, lâché par l'Union Minière dont la majorité est passée sous contrôle américain, est pratiquement déboulonné de son trône de cuivre et d'or. Pour ce qui est de l'or, Tschombé n'est pas inquiet, car c'est un prévoyant.

Cependant, s'il continue à s'opposer au plan de l'O.N.U. et à l'unification du Congo, c'est parce qu'il est convaincu d'être le seul homme capable de gouverner au Katanga. Il ne cache pas son mépris pour Adoula, chef du gouvernement central de Léopoldville, issu de petits commerçants, alors que lui est un chef et fils de chef. Il est vrai que cet homme, rusé et menteur, est un politicien fort habile et dénué de scrupules. Il ne cache pas, d'ailleurs le dédain que lui inspirent ceux qui le paient — et ceux qu'ils paient.

Parler de démocratie pour le Katanga, ou pour le Congo, et d'autodétermination, c'est ignorer l'état profond d'ignorance et d'impréparation laissé par les Belges lors de la proclamation hâtive de l'indépendance congolaise. Cette politique, au demeurant, avait été voulue et préparée par la Belgique et spécialement par l'Union Minière. Car le Katanga, c'est uniquement l'Union Minière. C'est-à-dire plusieurs centaines de tonnes de cuivre, de cobalt, des diamants, de l'uranium, etc. C'est aussi une population sous-développée, des chefs de tribu vénaux. Le Katanga, ce sont les quelque 30 milliards d'anciens francs, bénéfiques de l'Union Minière. Par un jeu financier très sub-

au Katanga

til, Anglais et Français, devant le chaos congolais, ont laissé la place aux Américains qui pourront ainsi contrôler l'ensemble d'une production dont les prix mondiaux résultent d'un équilibre instable.

et habité par une population particulièrement pauvre et ignorante.

Pour avoir su cela, Lumumba a perdu la vie. Quant à Tschombé, qui n'ignore rien ni de sa puissance ni du rôle qu'on lui fait jouer, il risque

semble bien à une guerre. Derrière cette action, les intrigues des intérêts capitalistes se nouent. Mais condamner l'action de l'O.N.U. — comme l'ont fait certains journaux — c'est oublier volontairement que Tschombé est l'assassin de Lumumba. L'homme qui voulait — et aurait pu, avec l'appui des mêmes forces de l'O.N.U. — réaliser l'unification d'un pays qui ne pourra jouir de son indépendance sans cette unité. A l'époque de Lumumba, les Américains criaient au danger communiste. Slogan habituel auquel s'est laissé prendre M. H. Aujourd'hui, l'O.N.U. a compris que le véritable danger vient du chaos entretenu par Tschombé.

C'est pourquoi on est devant cette situation curieuse : des forces de paix qui font la guerre. Mais sans la prise en main de l'O.N.U., on verrait peut-être s'affronter des antagonistes autrement dangereux, mettant en péril la paix mondiale.

Contradictions onusiennes, droit des peuples à l'autodétermination, colonialisme des décolonisés, écrit-on. Des jeux de mots. Lorsque l'O.N.U. aura rétabli une situation calme au Congo et au Katanga, malgré les réticences, anglaises, françaises ou belges, alors, mais alors seulement se posera le problème de l'unification d'un pays où des ethnies différentes devraient pouvoir vivre et prospérer en commun sous un gouvernement central ou fédéral, selon leur gré, mais à l'abri des dissensions sanglantes provoquées et entretenues par des intérêts trop évidemment internationaux.

A. Benoist.

Le Congo, la R.T.F. et la presse écrite

NOUS assistons actuellement à une attaque en règle de la part de la presse aux ordres contre l'O.N.U.

Cela prend parfois un tour particulièrement ignoble comme par exemple l'autre soir à la Télévision française.

Il s'agissait de la voiture belge mitraillée « pour ne pas avoir ré-

pondu aux sommations » disait le commentateur.

On voyait ensuite les troupes onusiennes soigner les blessés, ceci commenté de la façon suivante (je cite de mémoire) : « Si c'est pour cela qu'ont été envoyées les troupes de l'O.N.U. au Katanga, autant y avoir laissé les anthropophages. »

Et voilà... Ceci repris par les journaux avec de grasses allusions sur le « machin ».

On comprend ainsi que la lutte qui se livre entre Léopoldville et Elisabethville cache moins le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes que la volonté des gros intérêts du capitalisme mondial de contrôler cet immense territoire extrêmement riche

de perdre le tout pour avoir voulu trop gagner.

Le rôle de l'O.N.U. au Congo est, d'apparence, assez choquant. Créée pour éviter les conflits entre peuples, l'armée de l'O.N.U. soutient au Katanga une opération de police, qui

pour 25 NF seulement au lieu de 60 NF (prix à la mise en vente)

Tribune Socialiste

vous offre ce magnifique volume relié

Voici enfin, des origines à Khrouchtchev, l'histoire trop mal connue du peuple qui, sorti bien après les autres du Moyen Age, domine aujourd'hui la moitié de la race humaine.

Cette histoire, d'une objectivité absolue, qui raconte en 306 pages de grand format (24x31) cette passionnante ascension, la rend sensible au lecteur par une illustra-

tion d'une richesse unique : 300 documents en noir et 36 en couleurs ! Mais seuls pourront en profiter de cette offre — car il ne reste que quelques exemplaires — les lecteurs qui enverront aujourd'hui même le bon de commande ci-contre à notre service littéraire, la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris-7^e (avec faculté de retour dans les 48 heures).

BON à adresser à la Librairie PILOTE (Service T.S.)
30, rue de Grenelle, Paris-7^e

Veuillez m'adresser l'HISTOIRE ILLUSTRÉE DE LA RUSSIE par J. Carmichael pour le prix de 25 NF au lieu de 60 NF que je règle ci-inclus en un O mandat O chèque O cheque postal joint à ce bon (ne pas l'envoyer au Centre C.C.P.) à votre compte 13.905 31.

Je garde le droit de vous retourner l'ouvrage dans son emballage d'origine dans les 48 heures, auquel cas je serai immédiatement et intégralement remboursé.

Nom Profession

Adresse

Signature :

HISTOIRE
illustrée
DE LA RUSSIE

ILLUSTREE DE LA RUSSIE

Pour de meilleurs accords de salaires

Nous avons déjà eu l'occasion de souligner le fait que les salaires réellement pratiqués dans le secteur privé étaient souvent très supérieurs aux minima théoriques contenus dans les accords passés entre les syndicats et le patronat, les abattements de zone effectifs étant également supérieurs aux abattements légaux. Il y a là un problème grave pour les organisations syndicales.

A cet égard, la Commission administrative de la C.G.T. a insisté, dans un communiqué

récent « sur la nécessité de changements radicaux dans les conventions collectives visant à les débarrasser de toutes les clauses qui n'ont rien à voir avec de véritables conventions, réglant les rapports de salaire et de travail entre patrons et ouvriers et à y inclure de véritables garanties pour les salaires réels ».

Par ailleurs, la Fédération des Métaux F.O. estime un relèvement des barèmes de cette branche « d'autant plus indispensable que ces barèmes n'ont plus aucune signification, et que le gou-

vernement a promis la suppression totale des abattements de zone ». Le secrétaire général de la Fédération, Georges Delamare, souligne que l'écart entre les abattements de zone réels et les abattements légaux est allé en augmentant depuis 1950 (pour un abattement légal actuel de 6 %, il y aurait une différence réelle de 26 %). « Cela prouve, ajoute Delamare, que depuis douze ans nous allons toujours dans le mauvais sens et que l'heure est venue de rompre avec cette pratique qui discrédite le mouvement syndical. »

Déjà F.O. avait refusé de souscrire à l'accord conclu en juillet dernier dans la métallurgie parisienne, le barème adopté allant de 2,03 à 3,07 de l'heure alors que la moyenne des salaires effectifs serait de 2,41 pour le manoeuvre première catégorie et 4,58 pour le professionnel troisième catégorie. En conséquence, la Fédération F.O. propose un nouveau barème basé sur les salaires pratiqués dans la métallurgie parisienne en octobre 1950 affectés d'un coefficient tenant compte de l'augmentation du coût de la vie depuis cette époque.

CONTRE LES MENACES DE RÉQUISITIONS:

Unité d'action des syndicats ouvriers

M. FOUCHET, nouveau ministre de l'Education nationale, a inauguré ses fonctions dans la tradition gaulliste : avec la menace du gourdin et le sourire de l'interlocuteur « valable », attentif au « dialogue ». Gourdin : les agents de l'Education nationale, à l'appel de leurs quatre syndicats — F.E.N., C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C. — devaient, le 4 janvier, jour de la rentrée, faire grève pour imposer leurs revendications concernant le statut, la révision judiciaire et le versement immédiat

d'un acompte mensuel de 60 francs. Par lettre, M. Fouchet avisait les centrales, le 24 décembre, que le personnel indispensable à la marche des lycées serait réquisitionné si le mot d'ordre n'était pas rapporté. Sourire : dans un communiqué, M. Fouchet indiquait la veille la cordialité dans laquelle une entrevue avec les représentants des organisations syndicales s'était déroulée. Et que rendez-vous était pris pour la fin du mois pour une « confrontation ».

La politique des « rendez-vous »,

nous la connaissons. Le dernier, celui de septembre, est associé à d'autres exemples de réquisition. Le 27 octobre, lendemain du référendum, un décret autorisait « la réquisition des agents et auxiliaires de la R.A.T.P. dont la présence sera jugée indispensable à la continuité du service » : les conducteurs du métro étaient, cette fois, visés. Le 21 décembre, un décret publié au *Journal officiel* donnait pouvoir aux ministres des Travaux publics et du Travail de réquisitionner les personnels de piste d'Orly-Air France prêts à cesser le travail.

gaullistes n'en appartiennent pas moins à la droite. Dans le *Figaro* (31-10-62), on lit : « La grève ne la résout pas (la question des revendications des conducteurs). Il est indispensable que ce genre de problème soit soumis à une juridiction chargée d'écouter les parties en présence, d'étudier à fond le dossier et d'émettre un avis impartial. » On admirera, au passage, l'« impartial » : comme si un tel organe mis en place par le pouvoir pouvait être, par nature, « impartial ». Le *Monde* publie, dans la même période, un article allant dans le même sens, se plaignant de ce que les grèves font perdre à « l'économie nationale » (!!!). Solution rentable, donc. Mais rentable pour qui ?

Le communiqué de la F.E.N., à propos de la menace de réquisition, remarquait l'illégalité totale de la dé-

Les travailleurs, principales victimes des transferts d'usines

L'ACTIVITE municipale donne souvent l'occasion de se saisir de faits locaux, de problèmes de la vie quotidienne, pour proposer des solutions de portée générale. En voici deux exemples, pris parmi bien d'autres, qui ont fait l'objet ces derniers temps de « questions écrites de Cl. Bourdet » dans le cadre de son mandat de conseiller municipal de Paris.

● Dans le 14^e arrondissement, le projet d'aménagement de l'îlot Plaisance a fait l'objet d'une enquête publique, qui donne, en principe, la possibilité aux habitants intéressés, de consulter le plan de rénovation et de consigner leurs observations sur le registre d'enquête.

C'est là une procédure habituelle à ce genre d'opération d'urbanisme.

Une allocation-chômage spéciale doit être créée

● Dans le 13^e arrondissement, des milliers de travailleurs habitant et travaillant dans ce secteur ont été légitimement inquiets à l'annonce de mesures visant au transfert d'usines (S.N.E.C.M.A., Thomson). De nouvelles menaces pèsent aujourd'hui sur 1.500 ouvriers et employés à la Sté Les Constructeurs Associés (L.C.A.) dont les ateliers du XIII^e sont appelés à cesser toutes activités, par suite d'un regroupement de ses activités à Saint-Ouen. Pour environ 80 p. 100 de son personnel habitant les 5^e, 13^e et 14^e arrondissements, ce transfert représente de longs et pénibles déplacements quotidiens. Ceux d'entre eux qui refusent cette solution devront trouver du travail ailleurs, ce qui signifie la perte des avantages acquis (certains ont 30 à 35 ans d'ancienneté dans l'entreprise) et pour beaucoup un chômage provisoire et la difficulté de retrouver un emploi convenable.

Ce sont finalement les travailleurs qui sont victimes de ces transferts, alors que par ailleurs ces sociétés récupèrent des sommes importantes sur la cession de leurs terrains.

Mais la plupart du temps, faute d'une publicité suffisante, la population ignore cette enquête, ou si elle l'apprend et se rend à la mairie pour avoir connaissance des projets, elle n'y trouve que des indications très générales où les types de logements à construire, l'implantation des équipements collectifs ne sont pas précisés et localisés, où le calendrier des expropriations et travaux n'est pas indiqué. Comment, dans ces conditions, les habitants pourraient-ils donner un avis motivé ?

C'est la raison pour laquelle nous avons demandé que ces plans d'urbanisme fassent l'objet d'une information plus large, avec expositions, maquettes, conférences, calendriers de réalisation, de telle façon que la population consultée puisse apporter son avis en connaissance de cause.

Aussi, après avoir souligné la nécessité de ne pas transformer le 13^e en arrondissement-dortoir et demandé que le personnel ne soit pas lésé, nous avons suggéré pour des cas semblables l'institution d'une allocation spéciale de chômage, à durée limitée, destinée à compléter l'indemnité actuelle. Cette allocation qui donnerait aux travailleurs le temps de chercher un emploi en rapport avec celui perdu par suite du déplacement des entreprises, pourrait être versé par un fonds spécial alimenté par des prélèvements sur les plus-values que ces entreprises réalisent à l'occasion de la vente de leurs terrains. Il n'y a pas de raisons pour que des sociétés bénéficiaires ainsi d'avantages financiers et matériels importants et qu'elles ne tiennent pas compte du préjudice causé à leur personnel lorsque celui-ci ne peut accepter de suivre l'entreprise. Il serait par contre logique que ces travailleurs récupèrent, par le biais de ces allocations, une partie des plus-values réalisées grâce à ces opérations de transfert.

R. Baumez.

La troupe au dépôt

On fit mieux encore (si l'on ose dire). Le pouvoir, on le sait, a ses soldats perdus (au Katanga, notamment). Ceux qui lui restent, ceux du contingent, il devait, le 4 décembre, les utiliser au dépôt de Saint-Ouen pour briser la grève des ouvriers des services d'entretien et de mise en route. C'était, de la sorte, montrer la réalité de sa politique « sociale », le contenu de ses « dialogues ». On ne peut, en conséquence, s'étonner aujourd'hui du nouveau chantage : il est la suite logique des précédents et les molles réactions, alors, des syndicats et des partis plus préoccupés de stratégie électorale que de défense syndicale ont insuffisamment témoigné de vigueur.

Une politique « logique »

Il y a plusieurs manières d'expliquer ces mesures gouvernementales. La plus logique, nous la trouverons dans *L'Usine Nouvelle* (27-9-62). Cet organe, pensant juste, constatait « que le niveau de vie maximum et record atteint en 1957 ne pouvait être maintenu », que les experts du groupe de travail « statistiques-revenus » au Commissariat au Plan estimaient que « les données réunies ne sont pas faites pour incliner le gouvernement vers une politique de largesses sociales. Compte tenu de toutes les observations des experts, il apparaît que la situation ne laisse aux Pouvoirs publics qu'une étroite liberté de manoeuvre dans le domaine social... Chiffres en main, le gouvernement expliquerait (aux syndicats) qu'il ne peut faire de larges concessions parce que la situation ne le permet pas. Aux salariés, il affirmerait qu'une modération du rythme de progression de leurs revenus s'impose ». Admirable langage qui, franchement, beaucoup plus que les francs dialogues, explique le durcissement actuel. Il explique dans le même temps et par ricochet les offres de « collaboration » du genre d'un Sénat élargi doté de pouvoirs, qui cache une volonté réelle d'intégration et de désamorçage des luttes revendicatives. On ne se bat plus : on s'« explique ». Ainsi parle-t-on, ici et là, d'un « conseil national d'arbitrage » des grèves. Son évocation vient aussi des milieux « libéraux » qui, s'ils ne sont pas

Encore une atteinte au droit syndical !

A Villefranche-sur-Saône, la direction des usines Bronzavia vient de mettre à pied tous les délégués C.G.T. et C.F.T.C.

Parallèlement, la direction « laissait entendre que des négociations menées avec le syndicat indépendant aboutiraient à un accord octroyant une quatrième semaine de congé, le versement d'un treizième mois, une prime d'ancienneté et la parité des salaires avec Paris ».

Les syndicats ont saisi l'inspection du travail.

marche et soulignait son sens réel : le droit de grève est en jeu. Le morcellement des luttes, le principe des grèves tournantes (dont l'inefficacité a été largement démontrée à la R.A.T.P.) sont à reconsidérer : les syndicats doivent sérieusement réviser leur tactique, concentrer, conjuguer leurs forces. Et nous devons, nous, exposer les arrières-plans politiques d'une lutte qui s'annonce décisive.

E. C.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.
(Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 8, rue Henner, Paris (9^e)).

LA RETRAITE A 60 ANS : UN MAUVAIS PALLIATIF CONTRE LE CHOMAGE

M. MAURICE SCHUMANN, dont on connaît les liens avec l'actuel pouvoir, vient de déposer une proposition de loi tendant à ramener de 65 à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes « l'âge à partir duquel l'assuré a droit à une pension égale à 40 % du salaire moyen de base ». Cette proposition concerne donc la masse des assurés sociaux qui ne bénéficient pas d'un statut particulier. Cependant, est-ce un idéal de prendre sa retraite de bonne heure ? Voyons donc quels arguments M. Schumann apporte à l'appui de sa proposition de loi et ce qu'il faut en penser.

La perte sèche

MOI, dit le vieux, ce qui me fait peur, c'est les gelées. Ma retraite ? Bien sûr. Mais si il fallait compter dessus pour manger... L'homme est herbager. Il a soixante-trois ans. Un homme de cinquante-neuf ans déclare :

— La retraite, j'en ai rien à foutre, parce que j'ai arrêté de travailler pendant sept ans. Ou plutôt, je n'ai pas arrêté de travailler, mais je n'étais pas inscrit à la retraite chez le patron qui m'employait à la campagne. Si fait, que je vais dépasser l'âge de la retraite d'au moins sept bonnes piges. Ça va me conduire dans les soixante-sept ans. Et si, à cet âge-là, je n'en suis pas encore mort, je me reposerai bien un petit peu.

Certains retraités sont plus à plaindre, si l'on tient absolument à plaindre quelqu'un. Cette forte leçon se dégage de ceci :

— Cela fait dix ans que je m'occupe des vieux du coin. Ce sont tous des petits retraités des professions libérales. Ils touchent à peine une somme de soixante mille francs par an. La mairie leur alloue pendant les froids une allocation de charbon journalière équivalant à 380 anciens francs. C'est le prix d'un repas. Aussi les vieux mangent-ils leur charbon et claquent de froid. Je compte une perte sèche de 15 p. 100 cette année.

— De quoi ?
— De mes vieux pardi ! Avec ce froid-là, si vous croyez qu'ils vont tenir le coup ! Moi, cela m'est égal, je les remplace aussitôt. Comme cela, j'en ai toujours le même nombre et l'importance de mon œuvre ne diminue, de cette manière, pas. Moi-même, j'ai soixante-quatre ans : je touche ma retraite. Je suis un vieux, moi aussi...

Le « vieux », puisque c'est ainsi qu'il veut être appelé, fait un gros sourire en direction des trente ans de son interlocuteur. Il attend ce qui lui est d'ailleurs répondu :

— Vous êtes la jeunesse même. Ainsi la notion de « vieux » est liée à celle de « retraite ». Un homme mis à la retraite à quarante ans deviendrait « vieux » dès cet âge.

L'avancement de l'âge de la retraite réclamé par les « gens de gauche » se heurte aux arguments avancés par les « gens de droite » qui disent : « Si vous avancez l'âge de la retraite, vous allez pousser des centaines de milliers d'hommes en pleine possession de leurs moyens dans la tombe, à peine la cinquantaine passée. L'oisiveté tue, plus sûrement que l'effort fut-il musculaire. De plus, l'oisiveté est mère de tous les vices. »

Ainsi l'homme de la rue est-il incapable de savoir ce qui lui convient. Des tas de gens s'occupent de lui. On l'enterre, on le ressort. On le remet au trou. Il encombre.

Un homme de quarante ans, interrogé sur ce problème, répond :

— J'ai bien le temps d'y penser. Pensez plutôt aux vieux. J'espère que pour vous, les choses auront changé quand nous en serons arrivés là...

Et il est curieux de remarquer que plus les choses vont de mieux en mieux, que la prospérité éclate partout, et plus les gens en ont marre, marre de tout.

Bernard Cornille.

En fait, ces arguments sont au nombre de deux et un troisième est invoqué pour justifier une proposition subsidiaire :

① Il faut abaisser l'âge de la retraite pour éviter le chômage dans les années à venir.

Les risques de chômage

On pourrait faire observer que le prodigieux développement des techniques survenu depuis la guerre ne s'est pas accompagné dans notre pays d'un chômage important (lors même que la reconstruction est terminée pour l'essentiel). L'économie capitaliste n'est-elle pas parvenue à éliminer les crises les plus graves au prix d'une certaine planification ?

C'est évidemment ce que pense M. Sauvy qui dénonce une fois de plus ce palliatif de l'abaissement de l'âge de la retraite comme moyen de lutter contre le chômage dans une page d'un récent numéro du *Monde*

② Alors que certains prennent leur retraite à 60 ou 55 ans, pourquoi l'ensemble des travailleurs ne bénéficieraient-ils pas du même avantage ?

D'autre part, le député du Nord estime que pour les travailleurs dont l'activité est particulièrement pénible, l'âge de la retraite devrait être abaissée à 55 ans.

consacrée aux problèmes des retraités (1). Il n'y a d'ailleurs pas lieu de s'étonner que le souvenir des années 30, le souvenir des souffrances passées ne soit pas chassé de l'esprit de nombre de nos concitoyens. Mais surtout il convient de souligner que le niveau de l'emploi est fonction de la qualification professionnelle et du niveau des investissements productifs (en premier lieu de ceux affectés à l'enseignement).

On voit qu'un simple abaissement de l'âge de la retraite n'est pas le moyen de régler les vrais problèmes.

L'argument « justice sociale »

Il semble évident que les ouvriers du secteur privé doivent bénéficier comme les fonctionnaires et agents des services publics d'une pension de retraite à 60 ans ou même à 55 ans. On peut toutefois faire observer que les pensionnés de la Sécurité sociale, qui sont condamnés à vivre avec quelque 3 F par jour, ont un sort peu enviable et on conçoit que pour y échapper beaucoup se maintiennent en activité aussi longtemps qu'ils le peuvent.

Encore faut-il faire remarquer à ce sujet qu'un individu supporte mal de voir amputer son niveau de vie, quel que soit le niveau de celui-ci, du fait de son passage à la retraite. Ajoutons à cela la difficulté de trouver des activités « de remplacement » nécessaires à l'équilibre moral et physique. D'où le nombre de retraités qui travaillent (y compris parmi ceux du

secteur public, les cadres n'étant pas les moins empressés à rechercher un emploi dans le secteur privé alors qu'ils sont « retraités »).

La question d'une retraite véritable pour tous les travailleurs n'est donc pas réglée par l'abaissement de l'âge à partir duquel on peut solliciter une pension qui n'est parfois qu'une amorce et qui ne constitue en tout cas qu'une fraction du salaire perçu pendant les années d'activité. Or le taux des retraites pose naturellement des problèmes d'ordre économique du fait de la proportion croissante de vieillards par rapport à la population active. Il est vrai que le maintien en activité des travailleurs âgés pose également des problèmes très délicats, ainsi que le reconnaît M. Laroque, ancien directeur de la Sécurité sociale, qui s'en est déclaré partisan dans un rapport très critiqué par les syndicats.

Conclusions provisoires

L'abaissement de l'âge de la retraite n'est qu'un mauvais palliatif contre le chômage. S'en contenter, c'est éviter de remettre en cause une organisation sociale et une politique qui sacrifient l'enseignement, la formation professionnelle, les investissements productifs. Il appartient aux partis de gauche et aux syndicats de lutter pour une planification démocratique qui réallierait le plein emploi des ressources humaines et matérielles.

Sans un relèvement substantiel du taux des pensions, l'abaissement de l'âge de la retraite pour les travailleurs du secteur privé risque d'être actuellement illusoire. Il n'en faut pas moins s'attacher à réduire les inégalités qui existent, en matière de retraite, entre le secteur public et le secteur privé. L'instauration des retraites complémentaires est une étape importante dans cette voie.

Le maintien en activité des personnes âgées qui le désirent est souhaitable, à condition que leur soient réservées certaines catégories d'emplois à leur convenance. Mais cela implique une amélioration de la formation professionnelle et de l'instruction des travailleurs. (On pourrait aussi étudier des formules de travail à temps partiel pour les retraités.)

Enfin, pour ceux qui désirent prendre effectivement leur retraite, ne pas oublier l'importance de la culture et des loisirs. Combien de retraités travaillent parce qu'ils « s'ennuient » ?

Mais nous almerions que les lecteurs de *T. S.* nous fassent connaître leur point de vue sur cette question des retraites.

Maurice Combes.

(1) *Le Monde* du 28 décembre 1962.

CHAQUE SEMAINE :

LISEZ ET FAITES LIRE
TRIBUNE Socialiste

« Ses échos, ses rubriques politique, sociale, économique, étrangère, ses études, ses documents, ses critiques littéraire, théâtrale, cinématographique »,

TRIBUNE, le journal qui monte.

Parait le vendredi. — En vente dans tous les kiosques

CINEMA :

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.
Semaine du 9 au 15 janvier
LES DIMANCHES DE VILLE-D'AVRAY
Un film de Serge Bourguignon

POUR SON OUVERTURE
LE STUDIO ST SEVERIN V.O.
12 r. ST SEVERIN (5^e) ODE 5091
à 50m. du 3 Bd ST MICHEL
le plaisir de vous présenter
la plus célèbre
COMEDIE AMERICAINE
New York Miami
de FRANK CAPRA
avec CLARK GABLE
CLAUDETTE COLBERT

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre
PRO. 63-40
Semaine du 9 au 15 janvier
LE PIGEON
(V.O.)
AU MEME PROGRAMME :
— CHARLOT A LA BANQUE
et
— BUSTER KEATON SHERIF

THEATRE

TRIOMPHAL SUCCES
LE JOURNAL D'UN FOU
de GOGOL
avec
ROGER COGGIO
A PARTIR DU 11 JANVIER 1963
THEATRE HEBERTOT
Loc. 15 jours d'avance — EUR 23-23
PRIX JEUNE CRITIQUE

THÉÂTRE RÉCAMIER
3, rue Récamier — LIT. 63-81
La Compagnie Yves GASC présente :
“LA PLACE ROYALE”
de Pierre CORNEILLE
les mardi 15, 22 et 29 janvier à 21 h.
et les samedi 12 et 26 janvier à 15 h.

TRIBUNE Socialiste
HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIE
● Administration : ● Rédaction :
54, bd Garibaldi Paris (XV^e) 8, rue Henner Paris (IX^e)
Tél. : SUP 19-20 Tél. : PIG 65-21
● Publicité :
Geneviève Mesgulche
71, rue des Saints-Pères Paris (6^e)
Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
3 mois 7,5 F
6 mois 15 F
1 an 28 F
Soutien 50 F

Directeur-Gérant de la publication :
Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
52-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

LA MEMOIRE COURTE

d'Henri Torrent



LA GRANDE DUPERIE DE LA « RELEVÉ ».

CHACUN film de montage, qui nous sert des images du temps passé, mérite d'être vu : au milieu de choses plus ou moins intéressantes, l'on trouve toujours une ou deux images choc. Ici, ce sont les visages des maîtres de Vichy, qui apparaissent fugitivement ; oui, Pétain, Doriot, Darnand avaient ces gueules-là. Les jeunes, comme on dit, ne le savaient pas.

Cela dit, le film n'est pas fait pour rafraîchir exagérément la mémoire. J'ai retrouvé mes souvenirs d'enfance, la lettre que j'écrivais pour souhaiter bonne année au gentil maréchal, les horribles pastilles vitaminées qu'on nous faisait bouffer ; mais à l'école, je n'ai jamais fait le salut au drapeau ! Enfin, passons.

Devant ces tristes figures, me prend l'envie de connaître leurs destins : un silence prudent régnait sur ce qu'ils sont devenus,

ces grands de Vichy... On aimerait une précision : untel a été fusillé, untel est mort de vieillesse à un âge avancé, untel coule aujourd'hui des jours heureux... Tenez, cet évêque bénisseur de la Légion antibolchevique, Mayol de Luppé, qu'est-ce qu'il est devenu ? Vous savez, vous ?

La continuité de la réaction

Les Italiens antifascistes sont présentés comme quelques bersagliers qui ont rejoint les Américains. Les deux cent cinquante mille partisans italiens ? La justice populaire exercée sur Mussolini ? Connais pas...

On ne peut faire encore de film de montage qui soit socialiste, en France, on ne peut faire l'équivalent de All'armi siam fascisti, un Maréchal, nous voilà ! qui montrerait clairement la continuité de la réaction. Faute d'un documentaire de montage engagé, on souhaiterait qu'il y ait — au moins — un peu de clairvoyance.

Nota-bene. — Un film de montage sur le nazisme, réalisé par Ado Kyrou et Jean Vigne, avec un commentaire de Vercors, s'appelle Le Temps des assassins. Il n'a pas encore été distribué dans les salles. C'est tout.

M. Ranchal.

Télévision

CINQ COLONNES A LA UNE

UN homme amputé des deux jambes parce qu'il a volé... Image atroce du Yémen. Une vieille sorcière minaudant devant un journaliste au cœur de la Forêt-Noire... Est-ce Anastasia ?

Séquences de « CINQ COLONNES A LA UNE » ; l'actualité accommodée par Pierre Lazareff ne manque pas d'intérêt. L'émission de vendredi dernier, malgré quelques longueurs — je pense à l'Armée du Salut, ou au Maroc, un peu trop publicitaires — a encore une fois trouvé le ton et le rythme qui conviennent admirablement au petit écran.

Cette émission a aussi un avantage énorme qui tranche étrangement sur le reste de la production télévisée : c'est qu'elle essaye — je n'ai pas dit qu'elle y réussissait — d'être objective. Il est d'ailleurs visible que le souci d'objectivité de ses auteurs se manifeste beaucoup plus librement lorsqu'ils commentent l'actualité lointaine, et s'éloignent de la zone d'influence française, donc de la Censure... Les reportages sur le Yémen et sur le Mexique étaient un modèle du genre. Il faut signaler aussi l'interview de cette femme qui, après 17 ans de réclusion dans les camps de concentration russes, se voit un beau jour offrir liberté et réhabilitation... Est-il possible qu'un régime qui se dit socialiste ait permis cela ?

En définitive, « CINQ COLONNES A LA UNE », malgré quelques imperfections, reste l'une des meilleures émissions de la Télévision et met hélas ! en relief la misère et la partialité du très officiel Journal d'informations télévisées.

Michel Joch.

Disques

DEUX

BONS MICROSILLONS

Comme chaque année, le dernier Georges Brassens vient de sortir. Peut-être avouons-nous une certaine déception ? Pour trois excellentes chansons — « La Guerre de 14-18 », « Trompettes de la renommée », « L'Assassinat » — on en a quelques-unes de moyennes, et d'autres (« La Marguerite ») qui semblent franchement longuettes. Mais Brassens garde de toute façon ses fidèles...

Un nouveau venu, qui rencontre un gros succès à la radio, nous réconcilie avec le goût du public. Si Johnny Hallyday a du succès, Claude Nougaro en a aussi : et son microsillon est plein de chansons dotées d'une musique rythmée de Michel Legrand, écrite avec soin, tendresse et poésie. Espérons que maintenant il n'écrira pas trop vite de nouvelles chansons... et qu'il « suivra » sa qualité.

P.-L. Th.

Livres

L'ENERGIE ET LA MATIERE VIVANTE

LA dernière coqueluche parisienne s'appelle Stéphane Lupasco. Auteur des Trois Matières, il vient de publier la suite de ses ruminations : L'énergie et la Matière vivante. Le sous-titre précise : « Antagonisme constructeur et logique de l'hétérogène » (1).

Le propos de l'auteur est d'en finir avec une logique qui remonte à Aristote, et de fonder une logique nouvelle, digne des recherches les plus modernes. L'intention est valable, encore faudrait-il s'y prendre sérieusement.

Mais M. Lupasco préfère escamoter ou jongler. Il érase d'abord Marx. Puis en quelques lignes il se débarasse de Hegel : « Sa dialectique, écrit-il, est l'expression philosophique de la logique confusément appréhendée (sic) des systèmes physiques, soumis au Deuxième Principe de la Thermodynamique, comme je l'ai montré ailleurs... » La prétentieuse bêtise de cette phrase classe l'homme.

Il fait un grand usage des enzymes, des ions et convie tous les savants du monde à la démonstration : Einstein, Heisenberg... Il serait fastidieux de relever tous les sophismes contenus dans le livre. En voici un, d'un niveau enfantin : Lupasco complique à l'extrême une proposition aussi simple que : « Tous les hommes sont mortels, Jean est un homme, donc il est mortel », pour démontrer que cette logique est inapplicable en micro-physique et en biologie. Mais il joue sur le fait que la mort humaine n'est pas la mort chimique. La matière continue à vivre : la décomposition est une forme du dynamisme de la matière. Mais en voulant soumettre à une même logique la vie humaine et la vie biologique, il ouvre la porte à toutes les élucubrations. Il appelle cela « la logique de l'hétérogène ».

Au lieu de rechercher le caractère particulier de chaque phénomène, Lupasco les confond dans de vagues généralités. Il aboutit à des vérités premières du genre de : « L'adaptation est une intégration antagoniste. » Mais adapter et intégrer sont synonymes, et on n'intègre que ce qui est différent. Ce n'est donc qu'une généralité vaseuse.

Attendons le prochain livre de Stéphane Lupasco, qu'il nous annonce avec modestie : « Nous verrons dans mon futur ouvrage ce qui caractérise l'intelligence de tout être vivant doué de psychisme... »

Je ne sais pas ce que M. Lupasco

LIVRES ACHAT COMPTANT DOMICILE

Bugnard, 29, rue Durantin
Paris - ORN. 41-25

vaut comme biologiste, mais comme penseur philosophique c'est une nullité prétentieuse. Au choix : fumiste ou imbécile fiéffé.

O. Hahn.

(1) Julliard, éditeur.

LA CONFIDENTE

de Gisele Prassinis

UN roman écrit par un poète dérange toujours notre conformisme littéraire.

« La Confidente » (1), n'échappe pas à la règle. Gisele Prassinis nous plonge dans son univers, il est déconcertant et passionnant.

Une lettre désespérée, un appel au secours à signature illisible et la confidente accourt pour retrouver un couple ami, perdu de vue depuis longtemps. Elle aborde un monde inconnu et monstrueux, où dans un décor surréaliste rôde un enfant sans nom. Dans cet enfer contemporain, où certains se retrouveront, le couple Marie-Nicolas se heurte et se déchire. La présence d'un témoin amical et compréhensif ne fait qu'attiser la haine.

Dans ce monde sans tendresse l'enfant souligne la désagrégation des adultes.

Gisele Prassinis utilise au maximum le pouvoir des mots, le climat poétique emporte le lecteur. Malgré un ton parfois précieux, le langage désespéré de l'auteur qui mélange avec art l'irréel et le quotidien donne à ce récit cruel un son hallucinant.

(1) Grasset, 9 F 30.

Marcel Aizertin.

Théâtre

"TROIS CONTRE UN"

de Fernando Josseau

AU Théâtre en Rond, la curiosité est dans la salle. La pièce de Fernando Josseau, Trois contre un, composée de trois tableaux et s'appuyant sur un acteur, Maurice Teynac, ne constitue en effet pas un moyen suffisant de retenir l'attention du public et une fois de plus le regard se perd dans la contemplation du spectateur en vis-à-vis. C'est au demeurant assez amusant.

Le « one man show »

Trois contre un rejoint la tendance actuelle du théâtre : le « one man show », économique d'une part, époustouflant d'autre part (quand il est réussi). Ici la voix d'un policier invisible interroge trois suspects, un boulanger, un aristocrate, un homme d'affaires. Le premier est un peu souteneur, le second homosexuel, le troisième proche d'une manière d'inceste, et l'on voit ainsi que le sexe occupe une large place dans l'affaire. Naturellement Maurice Teynac occupe les quatre personnages en présence et l'on devrait maintenant s'écrier sur son habileté, sa technique. Bon.

Une question de répertoire

Maintenant, il serait grand temps que le Théâtre en Rond s'attaque à quelque chose de plus consistant. Seul de sa catégorie à Paris, il constitue une manière de prototype d'un genre contesté (ses détracteurs affirment qu'il ne lui est pas possible de présenter autre chose que des pièces psychologiques). Qu'il s'affirme donc et apparaisse moins comme un garage que comme un théâtre d'essai. Il en a la possibilité. Mais le répertoire ?

Emile Coffermann.

Théâtre en Rond.